

**OFFICE DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL**

ÉTAIENT PRÉSENTS: M. JEAN BURTON, président
 Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire
 M. HABIB EL-HAGE, commissaire

**CONSULTATION PUBLIQUE
SUR L'AGRICULTURE URBAINE À MONTRÉAL**

DEUXIÈME PARTIE

VOLUME 5

Séance tenue le 20 juin 2012, 19 h
Office de consultation publique de Montréal (OCPM)
1550, RUE Metcalfe, 14^e étage

TABLE DES MATIÈRES

SÉANCE DE LA SOIRÉE DU 20 JUIN 2012	1
MOT DU PRÉSIDENT.....	1

PRÉSENTATION DES MÉMOIRES :

GROUPE DE NOUVEAUX FERMIERS

Mme ALICE PRADEL ET M. SAMUEL OSLUND	2
--	---

RAYSIDE LABOSSIÈRE

M RON RAYSIDE ET Mme CHRISTELLE PROULX-CORMIER	16
--	----

GREENPEACE

Mme ISABELLE MAILHOT-LEDUC ET M. THIBAUT REHN	32
---	----

Mme ERIKA KIERULF	43
-------------------------	----

PAUSE

HÉRITAGE LAURENTIEN

M. PATRICK ASCH	50
-----------------------	----

MIEL MONTRÉAL

M. ALEXANDRE BEAUDOIN ET Mme LENA GUEZENEC.....	61
---	----

PROJET VERT TA VILLE

Mme LAURENCE FAUTEUX	78
----------------------------	----

AJOURNEMENT

MOT DU PRÉSIDENT

M. JEAN BURTON, président :

5 Bonsoir! Bienvenue à cette cinquième séance d'audition des mémoires, il en reste encore deux, c'est pas mal. Donc, nous sommes rendus à la deuxième phase de cette consultation publique, la première étant la tournée d'information que nous avons eue dans les arrondissements du 5 au 14 juin, donc on a fait cinq visites d'arrondissements.

10 Mon nom est Jean Burton, je préside les travaux de cette commission et je suis accompagné de madame Dominique Ollivier et de monsieur Habib El-Hage, donc tous deux commissaires ad hoc à l'Office.

15 Ce qui est important de rappeler, c'est le mandat que nous avons reçu. Donc, l'Office de consultation publique a été mandaté par le Conseil exécutif de la Ville de Montréal pour tenir une consultation publique sur l'état de l'agriculture urbaine à Montréal, conformément aux dispositions du *Règlement de la Charte montréalaise des droits et responsabilités* et sur le droit d'initiative.

20 En vertu du mandat qui lui est confié, la commission devra faire le portrait de l'agriculture urbaine sur le territoire de la ville de Montréal et de ses arrondissements. C'est donc sur cette question qu'elle souhaite connaître votre opinion afin de dresser un portrait des activités d'agriculture urbaine ayant cours sur ce territoire, de circonscrire les problèmes associés à ces pratiques et d'identifier les perspectives d'avenir de l'agriculture urbaine à Montréal.

25 Quant au déroulement de cette séance, j'appellerai les participants selon l'ordre prévu à l'horaire. Nous allouons une période de 20 minutes à chacun et nous vous suggérons de concentrer votre présentation sur une dizaine de minutes, en insistant sur les faits marquants, de façon à ce que nous ayons suffisamment de temps pour échanger avec vous et pouvoir poser des questions.

30

On a eu aujourd'hui quelques exemples de PowerPoint qui prenaient tout le 20 minutes, donc on aime bien pouvoir aller plus loin. On a lu vos mémoires. Donc, on a des questions à vous poser et on souhaiterait pouvoir échanger avec vous.

35

Tous les mémoires, bien sûr, seront rendus publics à la fin de l'audience et ils demeureront accessibles sur le site Internet de l'Office. Donc, la même règle de communication et de transparence s'applique aux mémoires, comme à tout l'ensemble de l'information déjà disponible sur le site.

40

À la fin de cette consultation, nous entreprendrons l'analyse de l'information et des mémoires et nous prévoyons remettre notre rapport vers la mi-septembre aux élus, et ce sont les élus municipaux qui rendront la décision. Ce n'est pas notre rôle, nous ne sommes pas là pour prendre les décisions.

45

Vous noterez ce soir la présence d'une sténographe, madame Yolande Teasdale, et d'un preneur de son, monsieur Jérémie Gagnon, parce que comme pour les séances de l'Office, les débats, les échanges sont enregistrés et seront donc rendus publics sous la forme d'une transcription dans la semaine, généralement dans la semaine qui suit l'exercice.

50

Donc, comme vous le savez probablement aussi, la commission tient à ce que le climat demeure serein, et les séances de la première partie ont été fort animées, par moment – et c'était bien comme cela –, mais elles se sont déroulées dans le respect des uns et des autres et c'est vraiment, je pense, gratifiant pour toutes les parties concernées.

55

Voilà pour la mise en contexte. J'inviterais maintenant madame Alice Pradel, s'il vous plaît. Donc, si vous êtes plusieurs à présenter, veuillez vous nommer de façon à ce qu'on sache qui intervient.

60

Mme ALICE PRADEL :

Bonjour!

LE PRÉSIDENT :

65 Bonjour!

Mme ALICE PRADEL :

70 Je me présente, Alice Pradel, et voici mon collègue Samuel Oslund. Nous venons pour représenter le mouvement des nouveaux fermiers de Montréal. Donc, nous sommes des fermiers de l'ouest de l'île de Montréal, mais nous représentons aussi tous les nouveaux potentiels fermiers, bien producteurs agricoles, pardon, parce que fermiers, ce n'est pas le terme correct, producteurs agricoles de l'île de Montréal.

75 Donc, Samuel va présenter en anglais un extrait de notre mémoire, mais le mémoire au complet est accessible pour tout le monde.

M. SAMUEL OSLUND :

80 Bonjour! Mon nom est Samuel, je vais faire la présentation en anglais, car je suis plus à l'aise. And due to the 10-minute time constraint, I'm going to sort of cut stuff out and the rest will be online and it's also available in English and French.

85 Our presentation is called: "*Room at the Table: Young Farmers Weigh in on the Future of Montreal Agriculture*".

90 We are submitting this memo on behalf of a growing number of young farmers from Montreal and the surrounding areas. We are made up of graduates, students, and individuals that are pursuing farming as a profession with the desire to work in and around the city of Montreal.

Though this consultation focuses on agriculture within the city, we think it would be remiss to discuss enhancing the green space of the core while ignoring the encroachment of urban development on the productive farmland flanking the city.

95

Historically, Montreal and the Province of Quebec have had a rich farming tradition. Over the years, we've seen a steady decline in the agricultural industry.

100

For those of us seeking careers in agriculture, these statistics represent a growing barriers we face in trying to establish ourselves in the farming industry in today's uncertain times. The steady disappearance of small scale farms does not just impact farmers. A vibrant agricultural system positively affects communities by supporting access to nutritious food, creating employment opportunities, improving residential land values, creating recreational and educational spaces, and preserving heritage land for future generations. The loss of our agricultural reserves is a major contributing factor to the disconnect between producers and consumers. In the urban setting, this translates to the exclusivity of quality nutritious food and the reduction of food security in our Province.

105

Though the trends generally represent the precarious state of agriculture, we as young farmers are optimistic that they could in fact present new and exciting opportunities for the communities of Montreal. One sector of agriculture that is weathering these storms is organic farming. While the benefits of and incentives for organic agriculture are on the rise, there remain several obstacles that keep young farmers from the marketplace. Primarily, these are the cost of land, the need for transitional incubator land opportunities, and the shortage of educational options.

110

115

In a recent trip to Montreal, Olivier De Schutter, Special Rapporteur for the UN Right-to-food program, discussed his concerns on the state of food security in Canada. In his brief, Dr. De Schutter highlighted the fact that over the past decades, we have become a primarily export-based agricultural nation. Our farms, having moved from small scale, diversified holdings focused on producing food for their localities, to large, monocrop operations competing for markets across the world.

120

125 Increased awareness and public demand for environmentally-sound agriculture calls into question the claims that current conventional farming practices can sustain the growing demand for food while protecting natural resources like soil and water. As the cost of oil goes up, these methods of farming begin to break down, due to reliance on global demand and price fluctuations beyond the farmer's control. The conventional farm model is progressively moving to a more exclusionary system, barring the entrance of new farmers, as well as perpetuating environmental degradation.

130 Several years ago, a small group composed of farmers, environmental conservationists, and local residents from the Montreal suburb of Senneville, held a conference to discuss the future use and development of agricultural lands on the island. Summarized in a brief titled *Agriculture Natural Spaces and Quality of Life*, their concerns were presented to the village of Senneville and to the 2012 PMAD. The group's findings suggest that even though the city is surrounded by a large greenbelt, over 65% of Montreal agricultural lands are currently unavailable to farmers, and with development pressure, the number of available hectares is on a steady decline. Between 2008 and 2010, there were 469 hectares lost from the agricultural reserves in Montreal.

140 Many of young farmers today are first generation, which means they will not have land passed on from a relative. Those that come from farming families do not fare much better as current farmers have seen their personal debt double in the last ten years. For many, inheriting the farm means contracting a lot of debt. Anticipating these issues of future farmers, the Senneville Agriculture Group has, in the past, asked to open up municipal farmland in the region for transitional opportunities for new farmers. The group has argued that the surrounding Parc agricole Bois-de-la-Roche would contribute in a number of ways to the municipality.

150 As the S.A.G. brief and comments from the UN special envoy highlight, working farms, especially the type of relatively non-mechanized farms found in Senneville, contribute in more ways than just food production. It is important for the Montreal Metropolitan Community to incorporate this idea into its planning as it fits within the mandate of sustainable development and food security for the broader community.

155 Many of us are currently working or interning on farms around the West Island, mainly in the town of Senneville. We are excited to be a part of a vibrant community that has been working to help raise awareness for the need of local, ecologically grown food. Over the years, this growing community has been instrumental in educating new farmers, many of whom have gone on to start on their projects. Collectively, these farms share around 20 acres, and while each are diverse in their pursuits, they share similar values, ideas and resources.

160 And we have a short presentation of these farms. Now, I'll just go over each farm briefly.

165 In 1997, Stephen Homer started Ferme du Zéphyr, and it started off selling vegetables just to restaurants and then it went on to a Community-Supported Agriculture project, which is CSA. And the land is leased from Liz Morgan, a strong supporter of the agricultural heritage in West Islands, and without whom many of these projects would not be a possibility. Zéphyr hosts schools during the years and allows students to come for field trips. And Stephen has been instrumental in helping to secure 10 acres of land which he held with McGill University and now it's collectively farmed by young farmers in Senneville, by four farms.

170 And then, the next farm here is Les Jardins Carya, an organic farm partnership and former interns of Stephen Homer. The farm provides internships in conjunction with the Faculty of Agricultural and Environmental Sciences, allowing students to work at the farm in exchange for a stipend and credit counting towards their degree program. Along with other established farmers in the area, Les Jardins Carya serves as mentors to a group of McGill students who are farming an acre of land leased from McGill University.

180 The McGill, Macdonald Student-Run Ecological Gardens is a student initiated and student-run group dedicated to ecological agriculture. MSEG's vision is to feed academic investigation into ecological agriculture by cultivating land for sustainable vegetable production on university grounds. This group is also committed to connecting and helping groups working towards local and sustainable food sourcing for the McGill and Macdonald Campus food systems. By bringing together students, staff and members of the community through workshops,

185 market stands, education and employment opportunities, MSEG strives to become a living laboratory for ecological food systems and practices.

190 And the final project new to this year is Santropol Roulant's Urban Rural Farm Exchange, a pilot project that we've launched this summer which aims to build on the work the organization has been doing in urban farming and equal access to food. The mandate is to provide healthy food for people with loss of autonomy, and to increase access to fresh vegetables in lower income neighbourhoods. The produce grown will go to the meals-on-wheels program, a vegetable CSA for clients, and the several markets in the marginalized neighbourhoods. While this is the most recent addition to the Senneville farming project, the initiative brings the experience of Howard Reitman, a longstanding and active member of the community, whose support has been instrumental.

195 All of these initiatives have been taking place on approximately 20 acres of cultivated farmland and one of the most exciting things to come of these sort of projects aside from growing food for several hundred people is the growing community and the sense of a tighten knit tie that we've sort of been developing over the years, and the impact that these could have, the positive impact on our surrounding Montreal communities.

200 At this time, the farming population in Quebec is currently retiring faster than it is being replaced, and we are eager to fill these positions. As we said, there are barriers we face which are land and education programs, and we're looking for a sort of an incubator model which we see that eliminates barriers to farmers entering the field for the first time.

205 As aspiring farmers we see these as possibly ways to beat these barriers, and there are examples of cities across the world that are actually implementing these in their peri-urban neighbourhoods. There is one in Toronto and the peri-urban district sort of around the city and it provides young farmers with access to infrastructure and farmland so that they can start up without putting up a huge investment.

215 And we see the Parc Agricole Bois-de-la-Roche, which is in Senneville, has potential to
be used in the same way and using a similar model to the Santropol Urban Rural Farm
Exchange and D3 Pierres, another farm in the district. It could be focussed on producing food for
organizations working within marginalized communities. The benefits of such and the
arrangement are numerous and address prevalent issues of urban food security, as well as
opening the opportunities for landless new farmers. Bois-de-la-Roche has all the necessary
220 elements to become a multi-stakeholder, operational farming model, which maintains ties to the
university, local non-profits, and the greater community.

225 We understand that planning is already underway for the future use of Parc Agricole
Bois-de-la-Roche. These are public agricultural lands, and as such we ask that there be more
transparency concerning how Bois-de-la-Roche will be used in the future. And as young
individuals who have demonstrated a serious commitment to farming, we feel our input and that
of the rest of the farming community should be included in these discussions.

230 Right now, we are at an important crossroads in the history of Montreal, a city which has
built a strong reputation as a unique and forward-thinking cultural centre. As older farmers
continue to exit the marketplace, we see a chance for our city to stand at the forefront of fostering
and exciting form of agriculture that embraces its urban surroundings while holding up its pastoral
tradition. We are here. We are a new generation of farmers devoted to working in congruence
within our local environments. We have energy, skills and a desire to use them. Give us an
235 opportunity to grow wholesome produce for our communities and you will see that we have more
than just food to bring to the table.

Merci.

240 **LE PRÉSIDENT :**

Thank you. I'm quite surprised there is no recommendation in there. We are used, with all
these briefs, to have a long list of recommendations. Don't you have any? Or is it hidden within
the text somewhere?

245 **M. SAMUEL OSLUND :**

It's, like I said, I had to cut out a bunch there just as I was going through. As far as recommendations, the main goal, I guess, for this brief, is to highlight the fact that young farmers such as ourselves face a lot of barriers, especially those of us that don't come from farming backgrounds; and there is an educational component which universities are now starting slowly to implement more organic agriculture programs.

250 There is also, the biggest one is just farmland access, and we see the great potential of Montreal because it expanded a lot slower than a lot of metropolises in the world and we think, like these great sort of greenbelts around the city are slowly being developed where as they could actually serve great purposes for the city and for the people in communities in the city out there to turn it to agricultural lands and I think it could work, you know, two ways: it could serve employing young farmers like us and also to help curb also the negative effects of urban sprawl.

255 So there is no formal sort of suggestions or demands really, but more or less, we're trying to say that we are here as a growing community and we would like to participate with the city to see this land actually be put to use in a positive way, because it's all around and it's sort of sitting fallow right now.

260 **LE PRÉSIDENT :**

265 What do you expect from this parc agricole Bois-de-la-Roche? What difference would it make for you if it were to be developed and implemented? It seems to me that it has been announced for a number of years, it's been there, sitting there, planning has gone some way, but what is holding up and what difference would it make for you if this parc agricole would go ahead?

Mme ALICE PRADEL :

270 Sorry, what is the question? Go ahead? If it was developed?

LE PRÉSIDENT :

If it was developed? I mean, it has been planned; it's been waiting for a number of years, what difference would it make?

280

M. SAMUEL OSLUND :

For farmers or for like a housing development?

285

LE PRÉSIDENT :

For farmers.

M. SAMUEL OSLUND :

290

For farmers it would be... well, I think in the last ten years, there has been like exponential boom in sort of the organic farming industry, and organic farming is different than conventional farming in a lot of ways, but mainly because we use a lot less land. Because when you're using intensive models of farming where we actually use the same land, we grow different crops in the land, so we have succession cropping, so it allows us to use small space.

295

It's 191 hectares which is a little bit of land for a conventional farm but for a small farm, as we point out in that memo, there's four farms operating on 25 acres and we are producing a fair bit of food for the city. So a project, a piece of land like 191 hectares, Bois-de-la-Roche, would give us a lot of opportunities. If you can see 25 acres producing that much, we could have 15 farms on there and functioning in similar things like the Santropol's project or D3-Pierres which, you know, they are providing food for food and security parts of the city.

300

So I guess it's just, it's a moving, like we say, our movement is growing bigger and there's more young people joining the farming community and I think it's now that farmers are retiring, it's

305

suddenly a land access kind of issue where there is not as much land available and it costs too much. So it's kind of a new issue, I think, in the last 20 years.

LE PRÉSIDENT :

310

But this is public land, it belongs to the city?

M. SAMUEL OSLUND :

315

Yes.

LE PRÉSIDENT :

320

Who does it belong to?

M. SAMUEL OSLUND :

325

It belongs to the city. It's under a trust and it is supposed to be developed for, like a farming model, demonstration farm model.

LE PRÉSIDENT :

330

This is what was planned originally?

M. SAMUEL OSLUND :

Yes. But it continues to be shelved because I don't think anyone has presented a feasible project that the city actually likes.

335 **LE PRÉSIDENT :**

Okay. And what would be the arrangements between the city and the farmers? What kind of arrangement or contracts or links or whatever?

340 **M. SAMUEL OSLUND :**

Well, I could see personally that the city – like we are not looking for charities or handouts, we actually work very hard and we want to actually make economic sort of an economically viable model, but we see it as a demonstration or a farm that could work as an education sort of centre, if the city is willing to... if the land is sitting fallow, well if we were using it, they could rent it to us at a reduced rate or a feasible rate that we could pay for, and we could find funders ourselves to help set up the infrastructure that we need, so just barns and certain tools and tractors that we will require, but as far as the city, the city really just needs to give us the okay and find a feasible amount that they would allow us to pay them, but aside from that, I think the city wins because they are using land that is sitting fallow and they're allowing to be developed in a very sort of sustainable model which the rest of the world, I think, would look to as a great prototype.

355 **Mme ALICE PRADEL :**

Can I add to that?

M. SAMUEL OSLUND :

360 Yes, certainly.

Mme ALICE PRADEL:

365 Maybe, well the example of what is going on in Toronto is something to look at because I think they set up an institution with the NGO – I think it's an NGO farm start? – so maybe just

370 setting up a kind of institutional link between the government, that land and the farmers so it would be, I don't know, an institution that allows farmers to come in as, you know, an incubator model coming from a certain amount of years to help develop their plan for a farm model, a viable business as a farm, and at the same time, an idea would be to have this food produced serve communities in Montreal that are in need for, you know, nutritious food.

375 So, I mean, that's just a suggestion, that's why we're asking... one of the main things that we are asking is like first that the land be protected from, you know, development and second that we be in the discussions because we really have very little material to work with because we don't know what is going on.

Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire :

380 Have you had any talks with city officials or have you been invited to any meetings or public information?

M. SAMUEL OSLUND :

385 No, we haven't personally. But I know several farmers who, over the years, have submitted their proposals to the city for that land and have repeatedly sort of been turned down. And I personally think a lot of it has to do with the scope and the size of the models that they propose as well as they're mostly, they are more based on setting up sort of like market farms, but we're interested in creating more of an incubator educational model which I think serves, we will produce sort of an economically viable model, but also we're allowing sort of people, especially students from, say, McGill can move into this as a second stage and then move on, so
390 it constantly is a cycling system.

Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire :

395 Are you constituted into some kind of an association or formal... or is it just an ad hoc group?

M. SAMUEL OSLUND :

We've sort of just made it up.

400

Mme ALICE PRADEL:

But we can, I mean we can constitute a group, an association if that will help things to happen.

405

Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire :

And you call yourself le Groupe des nouveaux fermiers de Montréal, that is what you call yourself?

410

Mme ALICE PRADEL :

Oui.

415

Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire :

Are there any direct links to people that could be contacted or... you know?

M. SAMUEL OSLUND :

420

Sure. Well any of us could be contacted; we're all sort of working on projects that we highlight within this community already.

Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire :

425

You're working into this project?

M. SAMUEL OSLUND :

430 Well, we are already working on several farm projects but most of us will be sort of... part
of our project, the mandate of the partners who are working on is to allow new farmers to come
and check those projects and what we are looking for are new projects to move on that will
actually allow us to explore our sort of skill range more.

LE PRÉSIDENT :

435 I see. Thank you very much.

M. SAMUEL OSLUND :

440 Merci.

Mme ALICE PRADEL :

445 Thank you.

LE PRÉSIDENT :

You came with a whole group of farmers?

450 **M. SAMUEL OSLUND :**

We literally just all left the field. That's why we're all so covered in dirt.

LE PRÉSIDENT :

455 Thank you again.

M. SAMUEL OSLUND :

Thank you.

460

LE PRÉSIDENT :

J'inviterais maintenant monsieur Ron Rayside and Christelle Proulx-Cormier, s'il vous plaît. Bonsoir!

465

M. RON RAYSIDE :

Bonsoir! Il fait chaud dehors, il fait frais ici.

470

LE PRÉSIDENT :

C'est plus frais à l'intérieur, oui.

M. RON RAYSIDE :

475

Je ne sais pas comment on définit le confort, mais je suis content d'être ici. Souvent, quand on présente les positions, on présente avec d'autres... on est très impliqués dans le quartier, on est impliqués dans une trentaine de comités et de tables de quartier et tout ce qu'on veut à Montréal, autour de beaucoup de questions de l'urbanisme, un peu de vision sociale, de développement de la ville, puis on a décidé ici juste de présenter nous autres mêmes. Ce n'est pas parce qu'on n'est pas en contact avec toutes sortes d'organismes qui sont préoccupés par le sujet, mais pour toutes sortes de raisons, on a décidé de se présenter.

480

Et on ne soulève pas juste les préoccupations, nous, comme – on se définit comme un bureau à vocation sociale, et on est une équipe d'une trentaine qui fait toutes sortes de projets sur l'île de Montréal, mais on voulait un peu brosser un peu le tableau de qu'est-ce qui existe parce qu'on voit de plus en plus une préoccupation – c'est assez récent – de l'usage, même, le

485

490 terme l'agriculture urbaine, puis on fait le lien avec tout ce qui est verdissement puis toutes sortes de projets de... ce qui est un peu typique, on ne prend pas le petit sujet, on essaie de le grossir puis voir, est-ce qu'il y a quelque chose autre que juste une série d'incidents? Est-ce qu'on n'a pas quelque chose qui redéfinit qu'est-ce que ça veut dire la vie urbaine? Redéfinir comment est-ce qu'on occupe, surtout les quartiers centraux, mais aussi l'ensemble de l'île.

495 Ça fait qu'on présente un peu dans cet esprit-là, vraiment sans prétention, et on présente des fois les affirmations d'autres, ce n'est pas juste nos idées, mais c'est un assemblage de toutes sortes de choses. Et à travers tout ça, en 2005, on a fait un immeuble vert pour nos propres bureaux, et on a fait un toit vert pour toutes sortes de raisons, presque comme un geste politique autant que – parce que ce n'est pas vraiment un geste économique, vous vous en doutez? D'ailleurs, ça a coûté les yeux de la tête – et on voulait, en 2005, pas juste faire un toit vert conventionnel, on voulait vraiment faire un geste, un lieu d'activité, un potager. On est dans 500 les premiers à poser ce geste-là, on est bien content.

505 On a commencé par les fines herbes, on expérimente avec les légumes, avec toutes sortes de choses maintenant, et c'est un bureau d'ailleurs très ouvert sur le quartier. On est sur une artère commerciale, la rue Ontario, on est, le moins qu'on puisse dire, visible de la rue et ouvert sur la rue, et notre toit est visité par beaucoup de monde. On a des tomates de toutes sortes de couleurs et on est de plus en plus fiers de qu'est-ce que... le geste, comme je dis, c'est un petit geste, mais en même temps, c'est un geste urbain puis c'est un geste qui, un peu, envoie un signal politique à l'extérieur de nos murs. Ça fait que c'est dans cet esprit-là qu'on est 510 devant vous.

Mme CHRISTELLE PROULX-CORMIER :

515 Puis c'est sûr que c'est justement par rapport à notre implication, on entend aussi de plus en plus parler des questions d'agriculture urbaine à travers les comités de groupes communautaires et tout ça. Donc, il y a vraiment eu, dans les dernières années, un changement. Ça préoccupe de plus en plus les comités, ça fait partie des discussions dans les stratégies de revitalisation des quartiers, autant... bien, maintenant, c'est intégré dans les enjeux du

520 verdissement, au même titre que les enjeux de transport, d'habitation, c'est rendu dans le langage courant des groupes des quartiers. Ça fait que ça, on l'a remarqué.

525 Puis de façon générale, l'agriculture urbaine est un mouvement, bon, en plein essor, vous le savez. Juste quelques petites faits rapidement – ça a été dit lors du colloque : il y a 51 % des ménages montréalais font pousser quelque chose, comestible ou non. Donc, ce n'est pas rien, il y a quand même un intérêt. Puis les listes d'attente, pour les jardins communautaires, on le sait, s'allongent. Nous, on l'entend aussi beaucoup dans les enjeux d'aménagement, la demande est très, très forte. C'est un moyen qui est vu, parce que ça a beaucoup de bénéfices, donc au niveau de la sécurité alimentaire, c'est un loisir très apprécié, évidemment. Ça participe à la réduction des problématiques environnementales en milieu urbain, ça embellit les quartiers, 530 ça développe la cohésion sociale, les réseaux sociaux, ça favorise l'intégration des personnes immigrantes ou isolées traditionnellement, et ça présente une fonction éducative, là, qui est indéniable.

535 Donc, aussi l'agriculture urbaine, pour nous, c'est un enjeu de santé puis d'équité. Puis on est en lien aussi avec le réseau de la santé et puis l'Agence de la santé et des services sociaux identifie clairement que l'alimentation est un déterminant de la santé, donc nous, on voit que l'agriculture urbaine est vraiment comme une approche qui est très intéressante pour améliorer l'accessibilité, justement, à des aliments frais puis surtout par rapport à la participation des ménages à un jardin collectif, jardin communautaire.

540 Et puis, ça permet aussi d'accroître l'équité puis une des façons qu'on voit qui seraient peut-être bonnes pour faciliter ça, ce serait de dédier un pourcentage de l'espace, un peu comme c'est le cas maintenant pour le verdissement, c'est déjà intégré dans les pratiques de la Ville dans les réglementations de la Ville, dans les nouveaux projets d'aménagement, à petite ou 545 à grande échelle, il y a un pourcentage de l'espace qui est dédié au verdissement, bien, ça pourrait être un peu la même chose pour l'agriculture. Puis les groupes ou les résidents pourraient choisir s'ils veulent le cultiver ou non. On ne peut pas non plus l'imposer aux gens.

550 Donc, de façon générale, le développement de l'agriculture urbaine à Montréal, il y a eu
plusieurs volets à ça, donc nous, on le voit vraiment comme une stratégie justement de
revitalisation puis d'appropriation des quartiers par les résidents. Donc déjà dans le PMAD, ça a
été reconnu clairement, puis on le sait que les projets d'agriculture urbaine améliorent la qualité
des espaces publics – autant privés que publics, en fait –, et puis ça rend les paysages
555 beaucoup plus attrayants puis les espaces moins insécurisants. Souvent, il y a des terrains
vacants, puis c'est identifié comme facteur d'insécurité, bien ça, ça peut vraiment être une
opportunité de venir jouer sur plusieurs fronts dans les milieux urbains.

560 Puis l'agriculture urbaine constitue un levier que nous, on considère non négligeable
pour favoriser la rétention des familles au centre-ville, c'est une priorité pour la Ville, bien, ça peut
être un bon moyen, en fait, de le faire, entre autres.

565 Puis donc, ce qu'on affirme aussi c'est que c'est loin de constituer une simple dépense
d'aménagement. L'agriculture urbaine, ça stimule le développement, ça augmente l'attractivité
puis ça peut être dans toutes les échelles de la planification que cette question-là peut être
intégrée à partir de maintenant.

570 Ça, c'est juste pour montrer tous les aspects sur lesquels ça l'a un impact, donc je ne
passerai pas, mais c'est des études qui ont été faites vraiment au niveau de l'économie, de la
santé, les loisirs, l'éducation, ça concerne tous les aspects du développement dans la ville.

575 Et puis les jardins communautaires, bien c'est sûr qu'on le remarque. Depuis plusieurs
décennies, c'est un grand succès. Donc nous, on recommande que la superficie des jardins
communautaires soit maintenue, mais aussi augmentée considérablement. Il y a un objectif qui
avait été énoncé par la Ville de fournir à 1 % de la population, à 1 % de la population des
parcelles agricoles. En 2011, il y avait 9 000 parcelles environ à Montréal pour une population d'à
peu près 1,6 million d'habitants, donc en 2011, il manquait, au bas mot, 7 000 parcelles pour
atteindre l'objectif. Donc nous, on recommande que cet objectif-là soit atteint, parce que c'est
vraiment un moyen qui a fait ses preuves.

580 Pour ce qui est des jardins collectifs, bien c'est une approche qui est aussi très
intéressante, parce que ça permet justement d'aller rejoindre une population qui est peut-être un
peu plus défavorisée ou isolée. C'est des projets un peu plus complets, donc c'est pas
seulement un loisir, c'est vraiment pour assurer la sécurité alimentaire, l'intégration de la
population. Donc, c'est peut-être des fois au niveau de la réglementation puis des outils
585 d'urbanisme qu'on peut faciliter le développement des jardins collectifs, au moins permettre
l'utilisation des terrains, que ce soit public ou privé, pour cette fin-là.

Les toits verts, bien, c'est ça, c'est un autre moyen. Nous, on a décidé de le faire, mais
c'est sûr que c'est ça, c'est comme Ron disait. Économiquement, ce n'est pas si avantageux, là.
590 C'est pas très avantageux, donc c'est vraiment un choix que les gens font. Déjà, il y a des
arrondissements qui obligent maintenant d'avoir des toits blancs, des toits verts, ça fait que dans
cette optique-là, bien c'est sûr que pour pousser encore davantage le développement des toits
verts, c'est peut-être de pallier un petit peu à la différence de prix entre les toits blancs et les toits
verts en aidant, par exemple, pour défrayer les coûts relatifs à la structure, le renforcement de la
595 structure qui est nécessaire donc en partie ou en tout.

M. RON RAYSIDE :

Puis il y avait une économie pour la Ville, parce qu'on réduit substantiellement les eaux
600 pluviales avec un toit vert. Et pour l'ensemble de notre réduction d'eau et notre réduction de
l'ensemble des eaux sanitaires, pas juste dû au toit vert, on économise peut-être pour la Ville
400 \$ à 500 \$ par année. Vous savez, sur la vie d'un immeuble de cent ans, sans compter
l'inflation puis les intérêts, ça sauve quand même une fortune. Et ce n'est pas juste ça, le volet de
l'agriculture urbaine, mais quand même, il y a une économie pour la Ville en termes de traitement
605 des eaux. Ça se calcule plus précisément, mais c'est quand même un enjeu.

Ça veut dire qu'on ne demande pas nécessairement de l'aide pour un sujet qui se
rentabilise par lui-même comme une économie d'énergie, mais quand il y a un vrai bénéfice
collectif pour lequel on ne reçoit rien – ça n'empêche pas de le faire, évidemment, puisqu'on l'a
610 fait –, mais ce serait peut-être une considération à long terme.

Mme CHRISTELLE PROULX-CORMIER :

615 Puis il y a des moyens aussi qui sont vraiment peu coûteux pour la Ville qui peut bonifier un peu ça. C'est par exemple de fournir des ressources. Il y a des gens qui sont intéressés à faire des toitures vertes, des potagers sur leur toit, mais ils voient ça comme un défi important, bien de fournir des ressources pour les encadrer, pour leur donner des conseils, les aider à mettre sur pied ce potager-là sur le toit. Parce que c'est très technique, là, on ne se le cache pas.

620 Les ruelles vertes, c'est vraiment une opportunité, nous, qu'on voit pour développer aussi l'agriculture urbaine, parce que de plus en plus il y a des projets de ruelles vertes, c'est des initiatives citoyennes, souvent encadrées par les écoquartiers. Donc, déjà, ça fonctionne bien, c'est de plus en plus connu, mais c'est rare quand même que c'est utilisé pour l'agriculture. Donc, nous, on suggère qu'il y ait des programmes peut-être de la Ville pour donner des arbres fruitiers ou favoriser l'intégration d'espèces comestibles dans les ruelles vertes. C'est des
625 espaces...

630 Comme ici, c'est juste une carte qui montre brièvement, c'est partiel, on n'avait pas l'information complète, mais ça montre un peu l'effervescence autour des enjeux de verdissement puis d'agriculture urbaine. Donc, juste pour les deux quartiers les plus centraux, si on veut, du centre-ville de Montréal – Plateau, Ville-Marie – ça montre des initiatives ruelles vertes, jardins collectifs, communautaires, des toitures vertes, des compostières, donc on voit que quand même, là, il y a beaucoup, beaucoup d'initiatives par rapport au verdissement puis à l'agriculture.

635 Les serres, c'est un autre exemple, il y a les serres justement qui sont plus jardins collectifs, puis il y a des serres commerciales comme Lufa, qu'on veut faire ressortir comme un exemple de succès. Donc ça, c'est quelque chose qu'on pense qui devrait être davantage développé pour assurer l'autonomie de la région métropolitaine en termes d'approvisionnement à des aliments frais.

640 C'est sûr que ça réduit les transports, tout ça, je ne vous ferai pas la liste des avantages, mais on pense qu'il devrait vraiment y avoir des incitatifs pour que les entreprises puissent se

développer dans ce sens-là. Puis surtout, s'assurer qu'il y ait une complémentarité entre les produits qui sont produits dans les serres urbaines et puis dans la zone péricentrale, dans les zones agricoles plus traditionnelles de la région, pour pas qu'il y ait de mauvaises compétitions, mais que ce soit vraiment complémentaire.

645

Puis les produits qui sont récoltés pourraient être offerts sur le marché traditionnel aussi pour vraiment démocratiser l'accès à ces produits-là puis favoriser l'implantation de ces entreprises-là sur le territoire. Donc, dans les fruiteries, dans les marchés, les supermarchés, même peut-être les dépanneurs, des zones qui sont moins bien desservies, les quartiers qui sont moins bien desservis, comme ça, ça pourrait rejoindre un maximum de résidents, pas seulement ceux qui sont prêts à s'abonner à des paniers bio. Donc, ça permettrait une production locale à l'année qui compléterait l'offre qui provient de la zone périurbaine.

650

Dans les autres initiatives novatrices, il y a aussi des exemples comme à Milwaukee, la Sweet Water Organics, qui elle a converti un bâtiment industriel désuet en ferme intérieure, donc ils font non seulement des légumes, des herbes, mais ils font aussi des poissons.

655

Donc, c'est d'ouvrir la porte à l'agriculture. Ce n'est pas seulement végétal, ça peut être aussi animal. Donc, il y a plusieurs espèces, comme les poules, les poissons, les abeilles qui peuvent être élevés en ville. Donc, c'est de favoriser le redéveloppement de la ville par le biais de l'agriculture. C'est un développement qui est économique aussi, c'est des entreprises qui sont rentables puis qui peuvent permettre de desservir les restaurants aussi.

660

Puis dernièrement, il y a aussi les terres agricoles qu'on voulait aborder. Donc c'est vraiment aussi, comme ça a été présenté il y a quelques minutes, de garantir une plus grande autonomie de la région par le soutien aux fermes urbaines et périurbaines, mais pas juste les grandes monocultures, mais justement les cultures qui sont variées, qui ne bénéficient généralement pas d'un aussi bon support de la part du gouvernement du Québec. Donc que la Ville s'implique à ce niveau-là auprès du gouvernement pour s'assurer que les petites cultures qui sont variées, qui permettent de conserver notre biodiversité puis de satisfaire la demande, bien, qu'elles aient un support aussi grand que les monocultures.

665

670

M. RON RAYSIDE :

675 Et la préservation des terres, bien évidemment, c'est une question de zonage puis une
question ferme de zonage. Parce que dès qu'on ouvre la porte aux dérogations, mais c'est sûr
que les terres agricoles dans 20 ans ou dans 30 ans n'existeraient pas. Ça veut dire que c'est
une question un peu d'une volonté en fonction de l'ensemble du plan métropolitain. Si on veut
sérieusement garder ces terres-là, bien c'est effectivement – parce que le zonage agricole, les
680 terres valent peut-être 0,5 \$ à 0,10 \$ le pied carré, un terrain prêt pour le développement vaut
dans les 10 \$, 15 \$, 20 \$ le pied carré.

Ça fait que c'est vraiment une question économique, une question liée au financement
des municipalités. Mais si on est sérieux dans un plan métropolitain, il faut qu'on soit sérieux, il
685 faut qu'on maintienne les acquis qui existent déjà et c'est ça.

Mme CHRISTELLE PROULX-CORMIER :

Bien, comme ça a été suggéré par la directrice de la commission scolaire aussi, de
690 réintégrer un peu l'agriculture puis l'alimentation au cursus scolaire par le biais, par exemple,
d'un cours d'économie familiale revisitée. C'est un aspect fondamental de l'éducation, de la vie
de tout le monde, l'agriculture puis l'alimentation. Puis aussi, de soutenir les projets qui
impliquent les enfants. Comme ça, comme on l'a fait pour le recyclage. Maintenant, pour les
enfants, c'est naturel, le recyclage, ça peut être la même chose pour la culture des aliments en
695 ville.

Puis aussi, définir une vision claire et intégrée pour Montréal et la région métropolitaine. Il
y a déjà un bon pas de fait parce que le PMAD reconnaît l'importance de l'agriculture urbaine,
mais il faut vraiment que tous les paliers ensemble s'assoient pour définir quelle vision on va
700 avoir pour la région, puis créer un zonage spécifique à l'agriculture urbaine, possiblement, qui
permettrait de faciliter le déploiement de ces projets-là dans la ville et dans la zone périurbaine.

705 Puis c'est sûr que toutes les recommandations qu'on a faites, c'est quand même, ça a beaucoup d'ampleur, mais on ne pense pas que c'est la responsabilité seulement de la Ville de Montréal, mais que c'est vraiment aussi les paliers supérieurs qui devraient contribuer. Ça doit être intégré, de façon générale, aux enjeux d'aménagement et de développement des villes. Voilà.

710 **M. RON RAYSIDE :**

715 Et c'est la saison des fraises. Mais aussi, on fait beaucoup de compostage maintenant sur le toit, puis il y a une différence entre une anecdote écologique et un système qui entre dans un fonctionnement de bureau. Ce n'est pas la même chose et c'est un défi de taille d'entrer ce système-là, mais c'est entrer dans les habitudes, le compostage. Le recyclage c'est un peu une évidence, mais dans un bureau, c'est toute une autre chose. On est 30 dans notre bureau. Ça veut dire que c'est un lieu d'expérimentation, ce n'est pas juste un potager puis une terrasse puis on peut prendre le champagne puis les fraises puis la crème glacée de temps à autre, mais c'est vraiment un lieu d'expérimentation puis un signal, comme je dis, pour la vie urbaine. Alors, comme j'ai dit, on y croit beaucoup.

720 Voilà, merci.

LE PRÉSIDENT :

725 Merci. Question?

Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire :

730 Vous avez, dans votre exposé tout à l'heure, parlé du lien qui existerait entre l'agriculture urbaine et la rétention des familles. Pourriez-vous expliciter pour nous, s'il vous plaît, le lien que vous y voyez exactement?

M. RON RAYSIDE :

735

Mais il y a une notion floue puis une notion peut-être plus concrète. Ça veut dire que je pense que ce qu'on voulait dire c'est qu'il y a une politique de la Ville, la famille, une politique de famille, mettons, et il y a toute une question des familles qui s'éloignent de plus en plus du centre. Je dis, je pense que ce genre de pratique là, ça contribue peut-être à une redéfinition de qu'est-ce que ça veut dire une vie de famille en ville, et surtout dans les quartiers centraux. Et je pense que c'est ça qu'on voulait dire. Ça donne une manière de vivre parmi toutes sortes d'autres manières, de combler toutes sortes de besoins en ville et ils n'ont pas besoin nécessairement de s'éloigner dans les territoires. Il y a peut-être d'autres aspects.

740

745

Mme CHRISTELLE PROULX-CORMIER :

Bien, il y a évidemment l'aspect loisir, là. C'est sûr que c'est un des loisirs qui peut être pratiqué en famille, il y a beaucoup de familles qui aiment, justement, pratiquer l'agriculture avec leurs enfants, faire un jardin. De plus en plus, les enfants, c'est ça, s'intéressent via plein de projets, plein de programmes, puis ça permet, en fait, aux parents de pouvoir poursuivre ces activités-là avec leurs enfants puis, tu sais, de façon générale, c'est aussi, les parents peuvent pratiquer. Puis souvent, les familles vont s'en aller lorsqu'ils ont un deuxième enfant. Ils vont vouloir plus d'espace, une cour, un accès à la nature. C'est quelque chose qu'ils revendiquent pour aussi la qualité de vie de leur famille.

750

755

Bien, dans l'étude qui a été faite sur les jardins communautaires, bien, on remarquait vraiment que pour eux, ça symbolisait un accès à la nature, une parcelle de nature. Ça fait que souvent, c'est un peu, c'est en concordance, alors reste à voir si vraiment il y a un lien aussi fort qui pourrait être développé, là, mais...

760

M. RON RAYSIDE :

765 Puis en ville aussi, il y a une question de vol, ça veut dire qu'il ne faut pas diminuer ça non plus. Il faut protéger ces lieux-là, il faut qu'ils soient derrière souvent les clôtures. Il y a une autre manière de le faire, mais en tout cas, ça fait partie des composantes de vivre en ville.

Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire :

770 Merci.

M. HABIB EL-HAGE, commissaire :

775 J'ai aimé votre document, votre mémoire. Il est précis, large et bien documenté. Vous vous ne vous adressez pas seulement à la Ville, vous avez remarqué l'ensemble des problématiques, vous vous adressez aussi au gouvernement, à la CSDM. Vous avez mentionné l'aspect éducatif. Vous avez dit au début que c'est un signal politique. Pouvez-vous élaborer un petit peu?

Mme CHRISTELLE PROULX-CORMIER :

780 Le signal politique dans le sens que c'est un choix politique de...?

M. HABIB EL-HAGE, commissaire :

785 Bien, vous avez parlé que ce mouvement, c'est un geste urbain et est un signal politique également. Dans quel sens?

M. RON RAYSIDE :

790 Mais c'est un peu ce qu'on avait dit au début, c'est entre pousser les légumes chez soi
dans notre cour d'en arrière, et tout un mouvement qui inclut, même si ce n'est pas strictement
parlant l'agriculture urbaine, les ruelles vertes, les lieux de compostage, les jardins
communautaires intégrés, peut-être, dans des projets sociaux, les potagers, les projets éducatifs
795 dans les écoles du centre-ville autour des fruits et légumes, et qu'est-ce que ça veut dire de
pousser puis de cuisiner avec les légumes frais, ça veut dire que c'est... c'est ça qu'on avait dit.

Entre une accumulation de gestes individuels et micros et un genre de début d'un genre
de mouvement de conscientisation – on voit à la télévision *Le fermier urbain* ou, tu sais,
l'émission qui existe. Quand une émission qui commence à parler là-dessus, le marché
800 Frontenac dans le centre-sud, et il y a toutes sortes de mouvements, les écoquartiers qui
commencent, et des fois il y a un petit geste puis cinq ans après, ça devient un mouvement.
Quand on regarde le nombre de ruelles vertes au Plateau – et il y a quoi, il y a dix ans il y avait
peut-être deux ou trois? Et là, ils sont partout. Le centre-sud, c'est plus les lieux de compostage,
les dynamiques autour des parcs, ça prend d'autres formes, et le monde commence. Cet
805 immeuble, ce qu'on avait entendu tantôt, ça existait peut-être, mais on n'avait pas entendu parler,
puis c'est ça qu'on veut dire par le geste.

Ce n'est pas un grand geste politique avec le monde dans la rue, et ce n'est pas un
mouvement nécessairement revendicateur, je ne sais pas, avec toutes sortes de... mais ça
810 devient une composante de la société civile dans les quartiers centraux puis sur l'île. C'est ça
l'avenir.

Mme CHRISTELLE PROULX-CORMIER :

815 Puis ce qui serait un geste politique, une volonté politique, ce serait que la Ville,
justement, perçoive, affirme que cette activité-là, l'agriculture urbaine, c'est justement pas juste
des initiatives personnelles, mais que c'est aussi un moteur de développement économique puis

de développement de son territoire. Tu sais, qu'elle investisse des énergies puis de l'argent pour que ça rapporte à la Ville, toute cette agriculture-là, puis que ça favorise l'autonomie de la région.

820

M. RON RAYSIDE :

Puis même, on a un projet – je vais vous donner un exemple, puis ce n'est pas un bon exemple où on peut faire les recommandations, parce qu'on ne sait pas quoi faire avec ça. On a un projet de recyclage d'une église en usage social, on a un énorme projet de logements sociaux pour famille puis il y a des jardins communautaires sur le site. Ça fait que quoi avec tout ça? On n'a pas un conflit, on a à composer avec trois grands éléments sociétaux ensemble, et si ça avait été il y a dix, quinze ans, je me dis : « Bien, les jardins communautaires, qu'est-ce que tu veux? Il faut qu'ils partent parce qu'il y a d'autres. »

825

830

Là, il faut qu'on compose comme un quartier avec l'ensemble de ces composantes-là, mais ça n'aurait pas existé il y a quelques années. Ça dit, on n'a pas une solution demain matin, mais on va trouver une solution. Parce que maintenant, quand on parle avec l'Arrondissement, quand on parle dans les tables de quartier, là, tout d'un coup, c'est une considération très importante. Est-ce qu'il y a de la place sur le site? Probablement que non. Mais les places ailleurs, il faut qu'on trouve une place ailleurs et ça devient un défi d'un quartier et non pas juste un défi de 100 personnes qui ont les terrains des jardins communautaires. C'est ça, la différence peut-être.

835

840

Mais qu'est-ce qu'on revendique demain matin? Je ne le sais pas. On revendique la complexité, on revendique un peu la place pour, on revendique peut-être les terrains vacants. En attendant, est-ce qu'on peut peut-être mettre les jardins communautaires? Les terrains pollués, mettons, puis c'est un empêchement pour les jardins communautaires, c'est quoi, ça, un empêchement? Un jour ou l'autre, il faut les décontaminer. Et un jour ou l'autre, c'est la société probablement qui va payer pour la décontamination de ça, pourquoi pas au profit des jardins communautaires ou d'autres activités semblables? C'est ça, la clé.

845

M. HABIB EL-HAGE, commissaire :

850 Le signal est clair.

M. RON RAYSIDE :

855 Oui, oui.

LE PRÉSIDENT :

860 Tandis qu'on a quelqu'un du monde du design et de l'architecture, parce qu'on n'en a pas eu beaucoup à date...

M. RON RAYSIDE :

Ah, bien, il n'y en a pas beaucoup de bureaux comme le nôtre non plus.

865 **LE PRÉSIDENT :**

J'étais tenté de vous demander : puisque Montréal est une ville de design...

M. RON RAYSIDE :

870 Oui, oui, on dit ça.

LE PRÉSIDENT :

875 ... est-ce que l'inclusion donc du verdissement ou du jardin urbain en quelque part dans le concept de développement d'une ville en termes de design, est-ce que ça peut constituer un défi intéressant pour des designers ou des architectes et comment on fait pour qu'il y ait une

880 réflexion dans ce sens-là, de sorte que quand Montréal se présente à l'étranger, on sort toujours les trucs, on sort le Bixi, par exemple, qui est intéressant, mais est-ce qu'on pourrait concevoir que Montréal se positionne à un moment donné comme une ville design de la verdure et de l'agriculture en ville?

M. RON RAYSIDE :

885 Bien, moi, absolument! Tant qu'à avoir les arbres, on n'est pas expert dans les arbres – d'ailleurs, il y a un arbre cassé devant nous puis on a créé un projet, on est déterminé que l'arbre va être remplacé d'ici un an, et c'est une mission du bureau. Mais cela dit, il y a des zones, pourquoi pas les arbres fruitiers? Pourquoi pas? C'est sûr qu'il y a un problème en ville, il faut être réaliste, on travaille beaucoup avec les organismes communautaires, avec les enjeux
890 sociaux assez stressants en ville, et il ne faut pas fermer les yeux, mais les fruits et les légumes que les enfants poussent, on ne veut pas qu'ils soient volés le lendemain matin.

Cela dit, il y a quand même un défi. Oui, même quelqu'un, nos jardins communautaires, notre trame de projets qui dit : est-ce qu'on est capable de créer presque un des symboles de ce
895 projet-là, l'agriculture urbaine? Je ne pense pas que ça va être possible, mais le fait qu'on pose la question, peut-être qu'on va trouver une solution. Et les zones semi-privées peut-être qu'elles peuvent devenir des places pour les légumes et pourquoi pas collectives au lieu de juste individuelles? En tout cas, on verra bien, mais en ville, parce qu'il y a la partie, les vrais arbres fruitiers ou les vrais légumes et de l'intégrer dans le design. Mais, et l'aspect symbolique, ce
900 serait extraordinaire. Imagine les poires.

Mme CHRISTELLE PROULX-CORMIER :

905 Bien, l'ITHQ l'a fait.

LE PRÉSIDENT :

Oui, absolument.

Mme CHRISTELLE PROULX-CORMIER :

910

L'ITHQ a planté des poiriers devant, tu sais, pourquoi pas, justement, que ça devienne un symbole de la Ville de Montréal? C'est un symbole de design très fort, si devant les bâtiments publics, institutionnels, c'est des arbres qui produisent des fruits qui sont là. Ou même, il peut y avoir des associations tout à fait évidentes, là. Si la Ville décide : O.K., on développe les jardins communautaires, mais on veut que ça devienne quelque chose de vraiment symbolique pour Montréal, bien, pourquoi pas faire une association avec des architectes paysagers ou avec des designers qui veulent proposer une nouvelle façon d'aménager les jardins communautaires. Il peut y avoir toutes sortes de formes à des jardins, ce n'est pas obligé d'être des petits lots, rectangles...

915

920

LE PRÉSIDENT :

C'est ce que je souhaitais entendre. Le temps est écoulé, malheureusement.

925

Mme CHRISTELLE PROULX-CORMIER :

Merci.

LE PRÉSIDENT :

930

Mais je ne pouvais pas aller un architecte sans poser la question, quand même.

M. RON RAYSIDE :

935

Mais regarde les fraises. Notre toit, regardez, on aurait pu faire un toit vert banal, mais on a fait autre chose. C'est un élément de design.

LE PRÉSIDENT :

940 Absolument. C'est un élément de design. Merci. J'inviterais maintenant madame Isabelle
Mailhot-Leduc et monsieur Thibault Rehn? C'est bon? Bonsoir!

M. THIBAUT REHN :

945 Bonsoir! Je veux juste faire un peu les présentations. C'est sûr que Greenpeace, c'est
assez connu comme nom, vous êtes peut-être un peu surpris qu'on soit là. En fait, moi, je suis
responsable des bénévoles à Greenpeace au Québec et Isabelle est stagiaire, en fait, pour la
culture, agriculture, pour la campagne agriculture et OGM.

950 Même si Greenpeace, c'est un groupe, bien le plus gros groupe mondial en
environnement indépendant, c'est sûr qu'on appuie fortement, en fait, les initiatives locales,
parce qu'on pense que toutes les initiatives locales multipliées par de nombreux cas vont
permettre un changement plus global. C'est pour ça que Greenpeace s'est impliquée depuis le
début dans le GTAU, principalement par rapport à la sensibilisation et aussi permettre de récolter
955 de 29 000 signatures qui est un grand exploit à mon avis.

 À travers notre campagne agriculture durable et OGM, c'est sûr qu'on prône, en fait, une
agriculture viable, écologique et actuellement, malheureusement, ce qu'on voit en périphérie,
bien, l'agriculture dominante, en fait, est principalement une agriculture destructive de
960 l'environnement par l'utilisation massive de pesticides, mais aussi destructrice socialement par la
désertification des régions et on pense qu'en fait, l'agriculture urbaine peut apporter, peut être
une des solutions pour créer une agriculture viable à long terme, pour plusieurs raisons : un,
environnementalement, parce que dans l'agriculture urbaine, en fait, on n'utilise pas de pesticide.
Pour une question de santé publique – je ne veux pas revenir sur tous les détails non plus –,
965 mais sur une question de santé publique où, bien, manger un fruit ou un légume sans résidu de
pesticide est sûrement meilleur pour la santé.

970 Au point de vue social aussi, parce qu'on se rend compte que dans les jardins
communautaires et collectifs aussi il y a beaucoup de liens qui se forment et, malheureusement,
on a tendance à de moins en moins connaître son voisin. Et une façon éducative et de
sensibilisation, on dit souvent que beaucoup d'enfants ici pensent que les fruits et les légumes
poussent dans l'IGA et le Métro, je pense que l'éducation et la sensibilisation des jeunes est une
mission vraiment importante pour que l'agriculture urbaine se développe à Montréal, mais partout
ailleurs aussi.

975 Donc, bien c'est dans ce contexte-là un peu que Greenpeace s'est impliquée et je vais
laisser Isabelle parler un peu du contexte de l'agriculture urbaine et des recommandations.

Mme ISABELLE MAILHOT-LEDUC :

980 Oui. Donc, on accueille vraiment positivement la tenue de cette consultation publique sur
l'agriculture urbaine à Montréal. On croit que c'est, oui, l'occasion de faire le bilan des pratiques à
Montréal d'agriculture urbaine et c'est aussi le temps d'avoir une perspective, une réflexion sur
quelles sont les politiques municipales qui pourraient être mises en place pour vraiment
encourager et favoriser le développement de l'agriculture urbaine à Montréal.

990 Donc, pourquoi l'agriculture urbaine est importante? Comme Thibault l'a dit, il y a une
raison de sécurité alimentaire, soutenir un système d'alimentation qui est relocalisé, qui est plus
transparent, réduire l'empreinte écologique de la ville, quand on pense donc aux îlots de chaleur,
on a dit les eaux de ruissellement, beaucoup d'exemples là-dessus ont été déjà dits. Donc,
transmettre les connaissances, aussi, à savoir comment produire, comment faire une production
alimentaire en ville, c'est l'éducation encore une fois. Et transformer les habitudes de vie des
citoyens.

995 Dans le rapport Pronovost sur l'agriculture, il avait été souligné donc l'importance de
valoriser et de reconnaître, donc la multifonctionnalité de l'agriculture à travers les politiques
agricoles québécoises. Eh bien, dans un contexte urbain, la multifonctionnalité de l'agriculture,

elle est encore plus patente et il faut donc qu'elle soit valorisée aussi à travers les politiques municipales.

1000

Donc, on va vous soumettre des pistes de réflexion à cet effet-là, mais avant, avant je vais vous faire un petit état de la situation vraiment plutôt succinct. Bon, dans les années 70, la Ville a commencé à s'intéresser aux pratiques de jardinage qui avait beaucoup cours dans les communautés culturelles, notamment, et puis ça s'est vraiment renforcé, cet intérêt-là, notamment quand monsieur Bourque est arrivé à la direction du Jardin botanique. Il y a eu la création des premiers jardins communautaires, en 85, l'embauche des premiers animateurs horticoles, mais paradoxalement, au même moment, on vivait un phénomène d'étalement urbain, un phénomène où il y avait un dézonage agricole massif, et donc où les zones de production agricole s'éloignaient des zones de consommation.

1005

1010

Et donc, ça a fait en sorte qu'aujourd'hui, on a un système d'alimentation qui est délocalisé, qui est énergivore, qui est polluant. Et c'est important que la Ville encourage l'agriculture urbaine, justement pour opérer un changement de cap dans la direction d'un système d'alimentation qui soit plus durable écologiquement. Et aussi plus juste – là, je fais référence à la notion de sécurité alimentaire.

1015

Donc, notre première recommandation, ce serait que la Ville se dote d'une unité dont le mandat serait de favoriser un système d'alimentation durable. Ça se fait dans plusieurs villes, notamment des villes nord-américaines, c'est ce qu'on appelle les Conseils de politique alimentaire. À Montréal, il y a eu Nourrir Montréal, qui a été chapeauté pendant un moment par la CRÉ et Nourrir Montréal a notamment mis en place des marchés, des marchés saisonniers à Montréal dans les zones qui étaient mal desservies. Donc ça, c'était un pas dans la bonne direction, c'était vraiment un comité qui était, une table de concertation qui était intégratrice, parce qu'il y avait des gens, des acteurs publics, communautaires, privés concernés par les questions de l'alimentation. Mais donc, voilà, il y a eu un manque de financement et, aujourd'hui, Nourrir Montréal est très peu actif, à savoir, je ne suis pas certaine s'il existe encore.

1020

1025

1030 Et donc, on recommande à la Ville de Montréal de mettre sur pied un conseil de politique alimentaire, comme ça se fait à Vancouver, à Toronto ou une nouvelle mouture de Nourrir Montréal et les objectifs de ça, bien, c'est bien entendu d'identifier des enjeux, comme des enjeux de sécurité alimentaire à Montréal ou, encore, des enjeux vis-à-vis la durabilité économique de notre système d'alimentation, donc un objectif de recherche, mais c'est aussi un objectif d'émettre des recommandations envers nos élus pour faire de nouvelles politiques alimentaires.

1035 C'est aussi un objectif d'être un forum, un incubateur d'idées, un endroit où les gens peuvent développer des partenariats parce que ce serait un organe qui comprendrait des gens, des acteurs de différents secteurs et donc, finalement, ce serait aussi important que ce comité-là puisse fournir une assistance financière et matérielle aux organismes communautaires qui oeuvrent notamment en agriculture urbaine et aussi dans les autres types d'initiatives qui touchent au système d'alimentation.

1040 Donc, ce système, ce Conseil de politique alimentaire devrait avoir une structure, une composition et un mandat qui seraient déterminés à la suite d'un processus de consultation entre la Ville et les organismes communautaires, les membres des conseils scolaires, les chercheurs universitaires, les agriculteurs, les autres acteurs de la société civile qui sont intéressés par les enjeux du système d'alimentation.

1045 Donc, ce serait vraiment un comité participatif intégrateur. Il pourrait être séparé de la Ville de Montréal, mais toujours avoir la participation d'au moins deux conseillers municipaux. Et ça, c'est pour assurer que les recommandations qui vont être formulées dans cette table de concertation soient renvoyées à nos élus aussi. Donc, qu'on les considère sérieusement et donc qu'on encourage les initiatives qui vont naître de ce comité.

1050 Donc, c'est important aussi qu'il ait un budget récurrent, ce comité, pour qu'il puisse remplir ses responsabilités. Donc, on conseille à la Ville de Montréal de s'inspirer des villes de Toronto et de Vancouver qui ont déjà mis en place de tels Conseils de politique alimentaire.

1060 Seconde recommandation, donc on encourage la Ville à vraiment soutenir
financièrement le développement de l'agriculture urbaine. Donc, parce qu'en ce moment, la
question du financement, c'est souvent une barrière au développement des projets d'agriculture
urbaine; les écoquartiers, les organismes communautaires manquent de financement, ce qui les
amène à, des fois, abandonner certains objectifs, abandonner certains projets, engager des gens
qui n'ont peut-être pas la formation qui serait la plus pertinente, offrir des postes précaires, donc
1065 le financement c'est essentiel, si on veut avoir des projets audacieux, sérieux qui soient mis en
place.

1070 Donc, on recommande que la Ville systématise son financement et son don de matériel
aux organismes communautaires impliqués en agriculture urbaine. Aussi, qu'elle mette en place
des incitatifs financiers pour faire en sorte que dans les nouveaux projets résidentiels, il y ait un
plus grand espace qui soit dédié au jardinage à vocation alimentaire, que les citoyens aient
accès à donc des services horticoles de soutien, et donc des animateurs horticoles, qu'on
maintienne et même qu'on augmente le financement qu'on accorde à cela, et aussi qu'on mette
1075 en place un service-conseil en démarrage de projet communautaire d'agriculture urbaine. Donc,
vraiment, pour aider les organismes, des groupes citoyens qui veulent partir des projets vraiment
à visée collective.

1080 Donc, en fait, les sommes qu'on investit en agriculture urbaine, quand on y pense, c'est
un investissement à long terme. Il a déjà été mentionné, pour la gestion des eaux de pluie, aussi
pour la gestion de l'enfouissement des déchets, parce que ça nous permet de recycler beaucoup
de déchets issus de la consommation, qu'on pense au compostage, donc c'est des
investissements qui sont rentabilisés à long terme et on pourrait même faire des études pour
essayer de voir quels sont les autres bénéfices socioéconomiques et les autres bénéfices
écologiques encore inexplorés de l'agriculture urbaine. Donc, qu'on pourrait avoir dans un
1085 contexte montréalais et donc, pour servir de base pour faire de nouveaux projets.

Finalement, ce serait important qu'on continue à encourager politiquement le
développement de l'agriculture urbaine. En parlant avec des organismes impliqués en agriculture
urbaine, on se rend compte que le fait que... bien, il y a beaucoup de règlements différents d'un

1090 arrondissement à l'autre, puis souvent on se rend compte que ce n'est pas assez accessible, ces
règlements-là. Les citoyens veulent faire de l'agriculture urbaine puis ils se rendent compte, à un
certain point, bien, qu'ils sont peut-être hors règle ou... Donc, il faudrait que ce soit, que l'accès à
cette information-là soit facilité. Aussi, que l'accès à l'information sur la qualité des sols soit
1095 facilité pour ne pas qu'on commence un projet d'agriculture urbaine puis qu'on se rende compte
qu'on est sur un sol qui est contaminé, c'est dommage.

Et donc, un autre enjeu qui est important, c'est celui de la sécurité foncière des projets
d'agriculture urbaine. Donc, penser à peut-être remanier le zonage, faire peut-être un zonage
spécifique pour l'agriculture urbaine. Dans les villes de Philadelphie et de Cleveland, il y a un
1100 zonage pour les jardins, alors déjà là, c'est une reconnaissance de l'agriculture urbaine puis ça
assure aussi une pérennité au projet.

Donc, d'intégrer, finalement, l'agriculture urbaine dans les plans d'urbanisme de façon
détaillée et de façon vraiment sérieuse pour montrer qu'on est vraiment prêt, à la Ville, à prendre
1105 le pas. Pas juste à reconnaître que oui, c'est positif, mais vraiment à faire des gestes concrets.

Encore une autre recommandation, ce serait qu'on emboîte le pas sur ce qui a été fait à
Toronto. Il y a un règlement depuis 2009 qui stipule que tout nouveau bâtiment qui a plus de
2000 mètres carrés de surface de toit doit avoir un certain pourcentage de couverture végétale et
1110 quel beau règlement! On devrait avoir ça à Montréal aussi, ce serait le fun!

Et donc, voilà, il s'agit de concrétiser cet intérêt qu'a la Ville pour l'agriculture urbaine à
travers des gestes concrets qui peuvent paraître dans les plans d'urbanisme, dans les plans de
développement durable de la collectivité montréalaise, et cetera.

1115 Je vais laisser Thibault poursuivre sur la question de garantir une agriculture urbaine
écologique et sécuritaire.

M. THIBAUT REHN :

1120

Merci. Donc, moi, je mets des petites photos dans mes PowerPoint. Non, juste symboliquement, en fait, ce qu'on demande aussi comme recommandation, en fait, c'est reconnaître que l'agriculture urbaine est une alternative écologique et durable et on sait que vraiment, toute l'agriculture urbaine ne va pas nourrir l'ensemble du Québec, mais ça peut être un exemple, une vitrine de type d'agriculture durable.

1125

Et, en fait, il y a quelque chose qui se passe à travers le monde, principalement en Europe, mais aussi en Amérique du Nord, c'est des villes qui se déclarent des villes sans OGM. Donc, OGM, c'est quand même une campagne symbolique de Greenpeace aussi, parce que c'est le symbole de l'agriculture intensive. Donc, je ne vais pas revenir sur les détails, privatisation du vivant et utilisation massive de pesticides des grosses compagnies qui retournent un peu dans une façon d'esclavage... en tout cas, je ne veux pas revenir en détail.

1130

Et, bref, donc ces villes-là se définissent comme protégées grâce à leur fait qu'elles se symbolisent comme une ville sans OGM, elles vont essayer de protéger la biodiversité qui existe dans la ville. C'est sûr qu'on ne va pas cultiver du maïs, soya, des grandes cultures comme ça, mais symboliquement, ça peut aussi avoir un côté éducatif. Parce que qu'est-ce que c'est les OGM? C'est quoi ce type d'agriculture? Est-ce que c'est viable? Pourquoi on le met de l'avant et quelles sont les alternatives qui sont présentes aussi.

1135

1140

Et en Colombie-Britannique, il y a plusieurs villes qui se sont déclarées sans OGM et dont, dernièrement, donc en mars, je pense, Richmond qui est une assez grande ville, je pense, de 200 000 habitants et dont il y a 200 fermes à l'intérieur et qui, par leur geste, permettent d'exclure un peu ce type de culture destructrice. Ça a été recommandé aussi, ce type de zonage – en fait, zonage symbolique – par le rapport Pronovost en 2008, et on est en contact avec beaucoup de MRC qui aimeraient aussi adopter ce type de réglementation, pour leur ville, symbolique, pour un peu essayer de freiner symboliquement l'expansion de cette culture qui, par exemple, par rapport au canola est à 90 % présente au Québec.

1145

1150 Donc, c'est une recommandation symbolique pour aussi permettre de faire la lumière sur des alternatives d'agriculture écologique et sécuritaire.

Mme ISABELLE MAILHOT-LEDUC :

1155 Donc, en guise de conclusion, les formes de soutien à l'agriculture urbaine doivent être multiples et donc, la consultation publique sur l'agriculture urbaine en fait ressortir plusieurs et donc, on espère que la Ville va savoir utiliser ces recommandations-là.

1160 Donc, c'est important pour nous que les zones de production agricole ne soient plus aussi éloignées des zones de consommation qu'elles le sont. C'est important qu'on relocalise le cycle complet du système d'alimentation, donc de la semence à l'assiette et ensuite de l'assiette à la terre. Donc c'est sur cette réflexion qu'on va finir.

LE PRÉSIDENT :

1165 Merci.

M. THIBAUT REHN :

1170 Merci à vous.

Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire :

1175 Je remarque qu'une de vos recommandations, c'est de donner aux nouveaux projets, aux nouveaux projets qui se développent, des incitatifs financiers. On a eu plusieurs personnes qui sont venues devant cette commission et qui ont plutôt prôné une obligation de résultat, au même titre, par exemple, que la stratégie d'inclusion sur la mixité sociale ou autres types, contribution aux espaces verts. Qu'est-ce qui vous amène à choisir plutôt de recommander des incitatifs financiers plutôt que quelque chose qui pourrait être soit plus contraignant, soit une
1180 déclaration d'intention de la part de la Ville?

Mme ISABELLE MAILHOT-LEDUC :

1185 Ah, bien on n'a pas pensé, en fait, en termes de ceci plutôt que cela, c'est ce qui nous était venu. C'est sûr qu'on ne peut pas penser à tout, en fait, malheureusement. Mais quand on pensait à des incitatifs financiers, bien, ça pourrait être des réductions fiscales sur les terrains qui font justement de l'agriculture urbaine, mais c'est un moyen comme un autre puis les moyens plus d'obligation, bien, c'est aussi très recommandé par... on le recommande aussi, je veux dire, c'est différentes façons d'arriver au même but, finalement.

1190 **Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire :**

Au même résultat. Donc, ce n'était pas le...

Mme ISABELLE MAILHOT-LEDUC :

1195 Non.

M. THIBAUT REHN :

1200 L'un excluant l'autre, non.

Mme ISABELLE MAILHOT-LEDUC :

1205 Non.

Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire :

O.K. Même chose, vous recommandez qu'on revienne à Nourrir Montréal ou, enfin, que parmi les formes que pourrait prendre le Conseil de politique alimentaire, il y aurait Nourrir

1210 Montréal. Du même souffle, vous nous dites que l'action Nourrir Montréal s'est épuisée rapidement?

Mme ISABELLE MAILHOT-LEDUC :

1215 Oui.

Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire :

1220 Faute de financement. À votre avis, est-ce qu'il n'y a que la question du financement qui était la limite d'action de Nourrir Montréal?

Mme ISABELLE MAILHOT-LEDUC :

1225 Bien, en fait, dans la première mouture de Nourrir Montréal qui n'est pas au moment où ça avait été chapeauté par la CRÉ, ça s'était terminé... parce que c'est ça, de 90 à 94, si je me trompe pas, il y avait un Nourrir Montréal qui s'était terminé sur la question du financement, mais aussi sur la question de, finalement, il n'y avait pas eu une participation satisfaisante des groupes communautaires, oui. Donc, ça avait été décevant à ce niveau-là, puis je pense qu'ils n'avaient pas été capables, de ce que j'ai compris, de formuler de nouvelles avenues pour ce projet-là.

1230
1235 Pour la CRÉ, je vous avoue que je connais moins. Moi, ce que j'ai entendu, c'était vraiment la question du financement. À ce moment-là, peut-être qu'il y a eu effectivement d'autres causes que je ne connais pas, mais à travers ce que j'ai entendu, c'est la question du financement qui a fait en sorte que ça s'est terminé, mais aussi que ça n'a pas pu aller aussi loin, peut-être, que ça aurait dû aller.

Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire :

1240 Merci.

M. HABIB EL-HAGE, commissaire :

1245 Votre document, vous proposez des recommandations intéressantes, entre autres un Conseil qui veille aux politiques ou qui règle, qui travaille avec d'autres acteurs, par exemple, sur la question de la politique alimentaire.

Mme ISABELLE MAILHOT-LEDUC :

1250 Oui.

M. HABIB EL-HAGE, commissaire :

1255 Un financement et ainsi de suite. Plusieurs recommandations très, très intéressantes. Est-ce que vous voyez une Direction particulière à l'intérieur de la Ville qui peut veiller à l'application de ce type de recommandation?

Mme ISABELLE MAILHOT-LEDUC :

1260 Bien, à la Ville de Vancouver, il y a deux employés municipaux qui sont à temps plein sur la question du système d'alimentation, d'améliorer le système d'alimentation. Alors, d'avoir deux employés qui aient exactement ce titre-là, ça serait peut-être pivot, justement, pour... parce qu'en fait, l'agriculture urbaine ou le système d'alimentation, en fait, touche toutes sortes de sphères, autant la santé que l'environnement, que l'économie. Alors, j'ai de la misère à le placer dans un département.

1265

M. HABIB EL-HAGE, commissaire :

D'accord.

1270 **LE PRÉSIDENT :**

Ce n'était pas nécessaire aujourd'hui d'identifier l'endroit exact où ça devrait être, parce qu'effectivement, tout le monde nous dit que c'est multisectoriel, multipartenaire.

1275 **Mme ISABELLE MAILHOT-LEDUC :**

Oui.

1280 **LE PRÉSIDENT :**

Merci beaucoup pour votre présentation. Merci encore. Madame Erika Kierulf? Oui, on va parler de poules?

1285 **Mme ERIKA KIERULF :**

Oui.

1290 **LE PRÉSIDENT :**

Bonsoir!

1295 **Mme ERIKA KIERULF :**

Bonsoir! But I believe I will be speaking in English.

LE PRÉSIDENT :

Please do.

1300 **Mme ERIKA KIERULF :**

If that's alright with you.

1305 **LE PRÉSIDENT :**

Please do so.

Mme ERIKA KIERULF :

1310 There might be a couple of moments where I might switch between languages but I'll do my best to just stick with one.

1315 Well, my name is Erika Kierulf and I am a resident of Hochelaga-Maisonneuve and I have been for the last three years. Before that, I lived in several other neighbourhoods and never had the accessibility to a backyard. I lived in many several apartments and I was always really concerned with reducing my imprint on the environment, and some of those attempts were vermicomposting or composting in my own home. When I couldn't vermicompost, I would take my organic matter and I would bike down to the Vieux-Port de Montréal and I would use the brown bins there, and I would use someone else's écoquartier spot and go in and say that I was
1320 them, and I would go drop off my organic matter there.

1325 So all that to say is about when I first moved to Hochelaga and was blessed with a yard; I really liked the fact that I could compost, and I could compost and I could do it right in my own yard, and I – the bin in the photograph that you can see underneath is separated into three compartments and one is for just brown matter, like clippings from the grass or from dead leaves or other things from the garden and then one was more for active matter where anything that was table scraps except for red meat and poultry, would go into the bin. And then another one was passive.

1330 We were really happy with this process of composting that we had in our backyard for a few years and it was going really well, although it was very slow, the process. Well, actually my partner who you saw yesterday, who you met yesterday, Mathieu Caron, he decided one day: "Well, I think we need to extend the process a little bit. Let's get some chickens."

1335 And like you asked him yesterday evening, well why chickens? What's to do with chickens? I asked myself the same question and I have to say that it took a little while for me to be convinced by the idea of it, because I thought he was crazy to want to have chickens because, you know, I knew it was illegal, I knew that there were probably going to be complaints eventually, but I decided: well, you know, let's give it a go. And the longer we had them, the more
1340 they grew on me. And the more I felt like they're more than just chickens, they were like pets. And they were my pets that lived outside.

I think one thing that's important to mention to you is that I've noticed on the *montrealacultiver* Web site, that it's fantastic, there are a lot of citizens that have been
1345 encouraged to talk about the projects that they are doing on their own and their own initiatives and I've noticed that there's one other citizen who said: "Yes, I do elevate at home and I keep the chickens in my house." And, you know, that's not the first story that I've heard of that, of chickens being kept inside, because we inherited one chicken.

1350 These are our chickens in the compost working a way. But we inherited one chicken – the chickens to the right is a silken hen and she's very little, and I think there are some Hollywood actresses that have actually carried them around under their arm. You know, just like they would with a Chihuahua in a bag. And, you know...

1355 So basically, these pets, these birds ended up being amazing creatures that really helped us garden and they are partners in our composting process. We sped up our composting to, I would say – we process the active bin in like less than two weeks and at times, because we would always put in la rip, la rip de cèdre would go into, would go into the active bin and a lot of the time, we would have to go and we would dumpster dive from the nearby fruit store, just to
1360 activate it and get the compost more wet and have more green wet matter in there.

1365 But I guess what I wanted to say – this I pulled out from the Internet and it's an old posters from the '40s or if not earlier – about this idea of having chickens as a self-sustaining measure, as a measure to grow your own food, have not necessarily – like we were told in an example last week where someone, I believe, has a goat in the eastside of the city – but it's really about reducing the imprint on the environment and being able to have this “autarcique” kind of lifestyle. And for me, the bonus was really having these animals. They were, these birds that have their own personalities and that aren't that far off from having a cat or a dog, except that you wouldn't cuddle them, that you would or you wouldn't like, you know? Let them sleep in your bed or whatever, but keeping a bird like this, in my mind – I was thinking about it last night – is almost like having, you know, a bird, an exotic bird, except that you've got it outside.

1370 You need to take care of it the same way. You need to clean its cage all the time. You need to give it food. You need to be social with it because they are social creatures and they like to chat and they like to play. So why chickens? That's why.

1375 So there are – this is just some stats that I pulled off about how much more healthier the eggs are when you've got chickens that are coming from your own home or that are grain-fed and free-run versus industrial chickens, industrial chicken farming. You know, I can prove it. Well, or at least I could before until I lost the chickens but the quality of the eggs are fantastic and there's really nothing like it. The yolks are a deep yellow-orange and you don't need to eat two eggs a day for your breakfast, you can get by on one or like half of one because they are that filling.

1380 During the times of – and I believe this poster is from 1918 and back in pre-war measures in the U.S. they encouraged people to keep chickens to be able to sustain for their families.

1385 But I want to mention, because I know that we are... or there was a question yesterday about the by-laws that exist in the city currently, and in 1966, maire Jean Drapeau changed the by-law or created a by-law without any public consultation and just banned the chickens and like call it what you may, I'm sure that the reasons for this were really in a bid to clean up the city before Expo '67 and before the Olympics. But up until that time, on most of the boroughs on the

1395 island of Montreal, you could raise chickens, but you can still raise chickens on the island of Montreal, in Westmount and that's never changed. There is a citizen, Marci Babineau, who has been raising chickens for several years now, and when the pilot-project began in Rosemont-La-Petite-Patrie, well she was interviewed and she's made some comments about that.

1400 And I've just reposted the information that was accessible on the Office de consultation Web site concerning the amendment that was made in the Rosemont – La-Petite-Patrie borough in order to allow chickens, because you can have – the way that I understand it is they went by the C-10 by-law and added a section on chickens, because normally the C-10 by-law that is principally for dogs and cats mostly.

1405 So I guess, since you've probably read my memoire, as I proposed it was to make an amendment to this by-law for there to be changes in most the boroughs but after attending yesterday night session, I realize that it's bigger than that. If we can have access to or be permitted to keep chickens in Montreal, it really would be fantastic if the Office de consultation could put forward a recommendation that Montreal as a City, globally, could make a changement to by-law 3344 instead of going by the backdoor of C-10.

1410 I think that it's fairly – it sound like it's crazy, but there's news going around everywhere. There are groups in Ottawa and groups in Toronto that are fighting for the right to have chickens. In Vancouver, it's legal, in Victoria it's legal, just outside of Toronto, in Niagara Falls, it's legal and there are over 170 cities in the U.S., to name New York City, Los Angeles, Chicago and Seattle, and those are big cities and they permit keeping urban backyard hens.

1415 So what I propose is, because I know that we're not going to wake up tomorrow and be allowed to have chickens just like that, but then again it's not also a question of many people wanting to have chickens, but I think that maybe it could start on a 25-permit basis per borough as a pilot-project for two years. I think the feedback and the encouragement of the citizens in Rosemont – La-Petite-Patrie and how it's been an informative process for the children that attend that daycare, has been a really positive thing. I know that personally in our neighbourhood when we had to move our chickens after we received un avis d'infraction, we had many of our

1420

1425 neighbours that came by and were like “Where did the chickens go?” You know? And the kids were like picking through our yard and like “I don’t understand. Why they’re gone?” Because they got kicked out of it. » And for the number of times that we had to explain to kids that a tomato plant was a tomato plant or, you know, like this is where you get carrots from, you know. It would just seem like a natural extension to be able to disseminate the information that way and to speak to the children. And not only the children but the adults who were really curious about it.

1430 I guess that’s it.

LE PRÉSIDENT :

1435 Do you have more questions about chickens?

Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire :

No.

1440 **LE PRÉSIDENT :**

1445 I guess we went through the issue yesterday as well, I think we’ve just... Well, about that proposal, that’s the first time we hear about that pilot-project for a given number of permits per borough and a limited number of years. Is this something that you see as being practical or possible?

Mme ERIKA KIERULF :

1450 Well, this is something like the idea for like a 25-permit pilot-project seemed like a really good way to convince city members and citizens that it’s possible and it’s doable. When I subscribed to a group on a social media and where again they posted this information about people or citizens of Orlando, Florida, being able to get that right – and that just happened in March or... yeah, in March – and that’s how they arranged it. I mean after years of, I guess,

1455 lobbying to have chickens, this was the arrangement that they worked out and it seems like an
interesting to do or to propose. Because I think that the large fear that a lot of people have is: are
they going to be noisy? Is it going to be really smelling? Are we going to have... I think the first
people will think of is avian bird flu when avian bird flu is something that is going to be happening
more in industrial farming of chickens as oppose to small flocks of 4 to 5 hens. It's a different
thing.

1460 Chickens in industrial farming, they are enclosed, they don't have sunlight, you know,
there is more room for the contagion to spread in an area like that, in a more dense area than
there is with urban backyard chickens, but of course, because of the media and lots of other
things, those are the first things that people are going to think about. But I think that having the
1465 opportunity to come and speak in front of you is also the first step to being able to spread the
word and to let people know that it's not that much of a trial in keeping a chicken, you know, you
give them as much care as you would to your dog or your cat. And I've seen lots of people
mistreat their dogs and cats, but they are not fighting to get the right to keep them, because they
already have it.

1470

LE PRÉSIDENT :

Well, thank you. As far as we're concerned, it's the first opportunity to have to discuss of
chickens with people who had some in their backyard lately, and so it's very interesting for us as
1475 well.

Mme ERIKA KIERULF :

Great.

1480

LE PRÉSIDENT :

Thank you very much. We'll have a short break. On va prendre une pause de... il est
20 h 35, à 20 h 50, on reprend.

1485 **PAUSE**

LE PRÉSIDENT :

1490 Alors, on reprend la session. Bonsoir, Monsieur Asch! Donc, une présentation toute verbale?

M. PATRICK ASCH :

1495 Oui, tout à fait.

LE PRÉSIDENT :

On vous écoute.

1500 **M. PATRICK ASCH :**

Désolé, les circonstances font en sorte qu'il y a eu beaucoup d'imprévus, et malheureusement – j'espérais pouvoir déposer un mémoire et malheureusement, je n'ai pas pu le faire. Donc, je m'en excuse et je vais devoir faire une présentation verbale.

1505

1510 Mon nom est Patrick Asch, je suis président et directeur d'un organisme qui s'appelle Héritage Laurentien. Je suis impliqué au sein de cet organisme-là depuis plusieurs années, je suis rendu maintenant à environ 35 000 heures de bénévolat au fil des dernières décennies pour des dossiers de protection et de mise en valeur de milieux naturels, notamment beaucoup avec Héritage Laurentien. Et on travaille à faire des projets qui sont orientés autour de l'environnement, du verdissement, du développement durable, de la sensibilisation aussi des enfants, et à travers ces interventions de sensibilisation et de verdissement, on touche régulièrement des dossiers d'agriculture urbaine.

1515 On a, en particulier en 2005, mis de l'avant un concept, sur le territoire de Montréal, de la création d'une trame verte pour l'ensemble de la région métropolitaine de Montréal. Et c'est un dossier qu'on a promu au fil des années.

1520 En 2009, en fait, de plus en plus d'organismes ont adhéré à ce concept-là, et c'est un concept inspiré d'autres métropoles un peu partout à travers le monde, qui comprenaient des trames vertes et aussi qu'est-ce qu'on appelle une ceinture verte.

1525 Pour vous donner une idée rapidement de qu'est-ce qu'une trame, ceinture? Une ceinture, bien, c'est un réseau d'espaces verts qui généralement fait le pourtour d'une métropole surtout alors qu'une trame verte, on peut faire une comparaison à une toile d'araignée qui couvre l'ensemble d'un territoire et qui relie des milieux naturels par une série de corridors.

1530 Une trame verte, oui, ça comprend plusieurs aspects différents. Ça comprend des notions de biodiversité, de protection d'espace vert, de corridor pour que la faune puisse voyager d'un endroit à l'autre. Ça comprend aussi la notion de transport actif. L'idée de créer des corridors qui permettent aux gens de circuler d'un endroit à l'autre et de faire des activités de loisir sur ces espaces-là.

1535 Ça comprend aussi la notion de récréotourisme, dans un contexte où le territoire de la Communauté métropolitain de Montréal, les résidents actuellement dépensent 1,9 milliard par année à faire des loisirs associés à la nature et au plein air. Il y a un impact économique majeur, malgré qu'on n'a pas bien développé notre réseau d'espaces verts et on ne l'a pas bien promu, comparativement à d'autres métropoles du monde. Donc, 1,9 milliard, c'est plus que l'impact économique du port de Montréal, en passant. Donc, très, très significatif comme impact.

1540 Ça comprend toutes les notions d'utilisation durable du verdissement, l'utilisation durable pour la réduction des effets d'îlots de chaleur, pour aider, contribuer à améliorer la qualité de l'air, pour créer des espaces de relaxation, de contemplation, pour faire des loisirs qui contribuent à la santé des communautés, particulièrement en zone défavorisée. Et ça comprend aussi
1545 l'agriculture.

1550 À un contexte métropolitain de la CMM, l'agriculture urbaine est essentielle sur le territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal. On pense souvent, en disant que si on se limite à l'île de Montréal, il n'y en a pas tellement, mais dans les faits, 57 % de la superficie de la CMM, c'est du territoire agricole. Et 49 % de la production de l'industrie agricole québécoise est faite sur le territoire de la CMM.

1555 Donc, on a quand même, économiquement, beaucoup, beaucoup d'agriculture, sauf que dans les faits, les zones urbaines sont déficientes. La ville de Montréal, par rapport à d'autres territoires, a beaucoup plus développé ses espaces verts, on est victime, au fond, de la qualité de notre territoire.

1560 Quand les gens ont colonisé le fleuve, par le fleuve et par rivière des Prairies, ils ont été bloqués par une série de petits rapides un peu partout, ils ont formé des communautés sur un sol qui était riche, plat, et ils ont tout détruit et transformé rapidement en terre agricole. Donc, on se retrouve avec beaucoup de milieux naturels détruits et, éventuellement, la terre agricole a été reprise et c'est devenu nos villes qu'on a aujourd'hui. Les terres les plus riches du Québec sont maintenant au fond, en dessous de nos villes.

1565 Et on se retrouve avec un concept de ceinture, de trame verte, qui a été mis de l'avant, ça l'a été adhéré, c'est un concept auquel beaucoup, beaucoup d'organismes ont adhéré et on a eu, en 2009, un certain succès parce qu'on a réussi à convaincre un Conseil d'agglomération de la ville de Montréal qu'il fallait mettre de l'avant un concept de trame verte sur le territoire de l'agglomération de Montréal. Les élus du Conseil d'agglomération qui était présidé par monsieur Labrecque, qui est maintenant à la STM, ont approuvé le concept de créer une trame verte qui
1570 était subdivisée en quatre sous-trames : une de l'ouest, une de l'est de Montréal, une du grand sud-ouest de Montréal et une du centre et nord de Montréal. Et ce concept-là a été très, très bien reçu par ces élus-là qui avaient participé au Conseil d'agglomération à l'époque en vue de faire une vision de verdissement du territoire montréalais.

1575 Malheureusement, l'Exécutif de la Ville de Montréal, qui n'avait pas participé vraiment à ce processus, a décidé, en 2010, qu'ils n'étaient pas intéressés à ce concept-là.

1580 Et, en 2011, on est revenu à la charge, plusieurs organismes, lors des consultations
publiques du Plan métropolitain d'aménagement et développement de Montréal. À ce moment-
là, il y a eu des consultations publiques au cours de l'automne 2011 auxquelles à peu près 350
1585 mémoires ont été déposés et environ le tiers de ces mémoires-là recommandaient le concept de
création d'une ceinture trame verte du territoire montréalais. Ça a été tellement gros, comme
projet, comme influence, que la CMM n'a pas eu d'autre choix que de transformer son Plan
métropolitain d'aménagement et de développement pour qu'il intègre le concept d'une trame
verte. Et maintenant, c'est intégré, c'est approuvé par le gouvernement du Québec et toutes les
1585 villes de la Communauté métropolitaine de Montréal, incluant la Ville de Montréal, incluant ses
arrondissements vont devoir intégrer d'ici deux ans à leur Plan d'urbanisme, la création d'une
trame verte.

1590 Donc, c'est quelque chose qui va devoir ressortir. Et dans un contexte où une trame verte
bien pensée, bien intégrée doit comprendre un volet d'agriculture – et en zone urbaine, un volet
d'agriculture urbaine, il nous semble automatique que la Ville de Montréal devrait penser à
intégrer ça dans sa valeur. Une avenue potentielle, c'est le Plan de développement de Montréal
sur lequel il y a eu un forum jeudi passé, où, en passant, quand j'étais là, le constat qu'on a pu
faire, plusieurs intervenants qui étaient présents jeudi passé, c'est que la Ville de Montréal,
1595 jusqu'à présent, n'a pas vraiment adhéré à ce concept-là de trame verte et ne l'a pas intégré
encore dans leur Plan de développement, malgré qu'ils vont avoir l'obligation de le faire dans le
cadre de leur Plan d'urbanisme modifié.

1600 Donc, il y a un concept de trame verte qui doit se mettre en place. On a l'impression de
temps en temps que la Ville de Montréal ou le monde de l'urbanisme autour de Montréal ne sont
pas nécessairement sensibilisés aux bénéfices économiques, aux bénéfices sociaux qu'il y a de
le créer et il nous semble, à Héritage Laurentien, que dans un contexte où on a à repenser, à
retravailler, on a quelque chose d'intéressant, on a une opportunité à considérer, à la Ville de
Montréal, en pensant à une trame verte. Mais cette trame verte là aussi, de par le fait qu'on
1605 travaille sur des projets de verdissement qui intègrent très souvent des notions de sécurité
alimentaire et des notions d'agriculture urbaine, on pense qu'il est nécessaire d'intégrer au

concept de trame verte, que la Ville de Montréal l'intègre dès le départ avec le renouvellement de leur Plan d'urbanisme, le concept d'agriculture urbaine sur le territoire.

1610 Comment est-ce que ça peut se faire? Bien, il y a différentes alternatives. Si je prends l'exemple des activités qu'Héritage Laurentien a fait jusqu'à présent, sur le territoire de l'arrondissement à LaSalle, avec des écoles actuellement, on a planté jusqu'à présent une cinquantaine d'arbres fruitiers qui visent à créer des vergers urbains accessibles aux résidents. On a donc des pommiers, des poiriers, des pruniers, des abricotiers, des cerisiers et ces jeunes, 1615 ces plans-là sont jeunes, mais ils commencent à déjà produire des fruits que les élèves, dans certains cas, vont pouvoir récolter et dans d'autres cas, lorsque les récoltes vont être en période estivale, la communauté aussi va pouvoir venir les récolter, et ça peut aider dans des quartiers défavorisés à nourrir ces quartiers-là.

1620 On a aussi, on est en train de travailler avec une école sur un projet de jardinet qui va être inséré dans la cour d'école même à LaSalle. On est aussi en train de travailler sur un projet de pépinière urbaine, en fait, deux projets de pépinière urbaine. Il y a deux écoles, de LaSalle encore une fois, qui veulent, qui ont des espaces verts plus grands que d'autres écoles, par exemple du centre-ville, et ils voient un besoin d'aider d'autres écoles en leur fournissant des 1625 végétaux abordables, au fond, qu'ils produiraient avec leurs élèves dans leur cour d'école, et ces végétaux-là seraient ensuite redistribués au fur et à mesure qu'ils grossissent, d'une école à l'autre ou dans des projets communautaires de verdissement. Et l'idée, c'est que ça puisse être des espèces indigènes pour la biodiversité, et des espèces qui peuvent nourrir la communauté.

1630 Donc, c'est les deux priorités qui ressortent dans les projets actuellement.

 Il y a différentes alternatives comme ça, il y a différents moyens et au cours des derniers jours, qu'est-ce que j'ai vu les quelques fois que je suis venu, c'est qu'il y a une multitude de projets que vous entendez, je suis certain, à travers tous les mémoires que vous recevez. L'idée, 1635 au fond, c'est qu'il faut se donner une stratégie d'ensemble qui peut penser et qui peut considérer les bénéfices qu'il y a de créer une trame verte qui intègre l'agriculture urbaine.

1640

Un autre élément qu'on a à Montréal, c'est qu'on a une forte population, on a des entreprises, et il y a de plus en plus de demandes communautaires pour faire des projets qui aident la communauté.

1645

Héritage Laurentien, on est rendu maintenant à un stade où on accueille jusqu'à 2000 bénévoles par année qui nous aident dans des projets de verdissement, dans des projets de plantation, dans des projets de contrôle d'espèces envahissantes. On est en discussion aussi en ce moment avec une entreprise, que je ne peux pas nommer puisque c'est très embryonnaire comme projet, mais c'est une entreprise qui, durant la période estivale, a moins de travail pour leurs employés et ils ont aussi une fondation qu'ils ont créée pour faire des interventions en environnement.

1650

On réalise que les écoles ont de la difficulté à faire l'entretien des projets de verdissement en période estivale. Donc, l'objectif qu'on s'est mis de l'avant, étant donné qu'Héritage Laurentien on a une équipe qui peut aider et encadrer des projets d'entretien, on a une équipe d'éducateurs et d'animateurs aussi qui peuvent aider les écoles et sensibiliser et stimuler la participation des enfants, on veut développer un projet d'appui aux écoles, à l'entretien de leurs efforts de verdissement et de développement durable.

1655

Donc, l'idée c'est qu'avec l'assistance d'une ou deux ou trois entreprises qui ont un fonds, on couvrirait les coûts pour aider à l'entretien durant la saison scolaire avec les élèves, et pour avoir leurs employés et aussi une certaine somme pour maintenir l'entretien durant la période estivale alors que les élèves ne sont pas là.

1660

Donc, un moyen de stimuler la participation communautaire en même temps, un moyen de stimuler un intérêt dans les groupes scolaires et de créer, de rapprocher les enfants de la nature et de l'environnement, de la nourriture aussi dans le contexte urbain.

1665

Je sais que vous avez entendu parler du détachement qu'on remarque avec les enfants par rapport à l'environnement, par rapport à la nature, quand on a des enfants qui s'imaginent qu'une carotte c'est quelque chose qui arrive dans un petit sac en plastique, ils ne réalisent pas

1670 que c'est vraiment quelque chose qui pousse en terre. Donc, ces projets-là peuvent contribuer à une éducation, tout en contribuant à une agriculture urbaine et à un verdissement et à une diversité biologique dans la communauté montréalaise.

1675 Il y a aussi un autre concept qu'on aimerait essayer de mettre de l'avant de plus en plus, ce n'est pas beaucoup connu sur le territoire de Montréal, mais on voit ça dans d'autres villes où, dans le cadre d'un projet de création de trames vertes, on pourrait avoir des zones qui seraient entretenues par certains résidents adjacents. Par exemple, une platebande florale, une platebande d'arbustes, de végétaux ou un massif d'arbres fruitiers qui pourraient être entretenus par quelques bénévoles adjacents ou par une entreprise, une corporation.

1680 L'idée, encore une fois, de travailler avec divers organismes en agriculture ou en environnement ou des écoquartiers ou d'autres groupes qui pourraient assister des interventions comme ça, qui contribueraient à une participation communautaire pour le verdissement du territoire et pour l'agriculture urbaine et pour la création de projets de vergers urbains, entre autres.

1685 Il y a des projets donc comme ça, spécifiques, qu'on peut mettre de l'avant, qui peuvent se faire. Et je veux le réitérer, je crois sincèrement qu'on doit penser à notre agriculture urbaine sur le plan de projets, oui, associés à des maisons, mais on doit penser aussi à une vision plus verte du territoire où on intègre une trame verte qui considère l'agriculture urbaine comme un élément parmi les autres éléments du verdissement montréalais, qui considère l'agriculture urbaine comme un élément parmi un tout. Quand on pense à planter des arbres sur un territoire, on va penser à avoir des arbres qui donnent des sources de nourriture. Quand on pense à planter des arbres sur un territoire ou mettre des végétaux, on pense à réduire l'effet d'îlot de chaleur, on pense à maintenir des corridors où les espèces fauniques peuvent circuler d'un espace vert à un autre.

1695 Donc, c'est l'idée de la trame verte, d'apporter, de créer ce réseau-là qui considère, oui, la biodiversité, mais qui considère aussi tous ces autres éléments-là. Et ça peut se faire à

1700 l'échelle d'une trame verte, mais on devrait aussi encourager, Montréal devrait encourager les résidents de prendre des initiatives similaires par eux-mêmes.

1705 Je prends juste l'exemple de ma maison. Devant chez moi, j'ai un petit parterre d'environ 4 mètres, à partir de la façade, par la largeur de ma maison. Ce n'est pas un gros, gros terrain, mais sur ma façade qui est flan sud, j'ai planté des arbres feuillus qui vont créer de l'ombre en période estivale, et ça va faire une climatisation passive. Entre autres, des journées chaudes comme aujourd'hui, ça vaut la peine.

1710 Aussi, j'ai un arbre fruitier à l'avant. Donc, l'idée c'est – je sais qu'il y a des résidents qui passent et qui ramassent des abricots sur mon abricotier, mais il est là, il est disponible. J'ai un cerisier de Virginie, qui est une espèce indigène, qui donne de la nourriture pour les oiseaux, mais j'ai assez de fruits dessus pour faire, si je voulais, je pourrais faire du vin, je pourrais faire d'autres produits avec. J'ai des amélanchiers, qui est un arbuste indigène, qui est très, très bon à manger. J'ai deux amélanchiers sur ma façade et, là, ma fille, à chaque fois qu'elle revient de l'école, elle se prend une poignée pleine d'amélanchiers et elle mange ses fruits d'amélanchier.

1715 On peut créer essentiellement des projets comme ça. J'ai un noyer noir aussi qui me donne des noix devant ma maison depuis maintenant deux ans. Il est petit, il n'a pas beaucoup de noix encore, les écureuils en ramassent un paquet, mais avec le temps, peu à peu, il va en produire de plus en plus. L'idée, c'est donc de penser à promouvoir les bénéfiques multiples, et parmi ces bénéfiques-là, encore une fois, l'agriculture urbaine devrait être considérée.

1720
1725 Écoutez, ça couvre beaucoup, beaucoup des éléments. La seule chose que j'aurais peut-être tendance à ajouter de plus, c'est qu'à Montréal, il y a un concept qui est peu connu, qui a été avancé davantage aux États-Unis et à d'autres endroits, qui est le concept de justice environnementale. On a la justice sociale et le créneau justice environnementale s'intègre dans la justice sociale, mais il dit essentiellement que les communautés qui ont été victimes des réalités de l'urbanisation plus que d'autres – je prends par exemple les communautés au grand sud-ouest de Montréal qui ont beaucoup de cours de triage, qui ont des voies ferrées, qui ont les autoroutes – je pense particulièrement, par exemple, à la zone de revitalisation urbaine intégrée

1730 de ville Saint-Pierre qui est complètement isolée entre une série de voies ferrées et l'autoroute. C'est une communauté complètement isolée, mais juste de l'autre côté des chemins de fer, il y a 57 hectares de terrain, d'espaces verts qui n'ont pas été développés. Ça s'appelle le terrain Middlebrook.

1735 La seule raison qu'il n'a pas été développé, ce terrain-là, c'était une ancienne terre agricole, c'est parce que quand ils ont créé les cours de triage et les voies de chemin de fer, selon les règles d'il y a 100 ans, c'était considéré trop dangereux pour développer ce terrain-là. Et, là, maintenant, on pousse pour protéger des espaces verts comme ça qui pourraient redevenir accessibles avec un simple redéveloppement d'accès et on pourrait avoir un territoire
1740 qui pourrait permettre de l'agriculture urbaine pour la communauté de ville Saint-Pierre, qui pourrait permettre la création d'un parc accessible à la communauté.

Et il faut penser à des espaces comme ça. Il faut penser à protéger des milieux comme ça, parce que ces communautés-là, comme ville Saint-Pierre, sont en manque. Ils ont un déficit
1745 majeur d'espaces verts et des bénéfices qui en découlent. Et plus que toute autre communauté, et étant une communauté défavorisée, la possibilité d'avoir peut-être des territoires pour l'agriculture urbaine serait vraiment un bénéfice important pour une communauté comme ça.

Donc, je prends cet exemple-là, je suis certain qu'il y en a d'autres sur le territoire de
1750 Montréal. Merci.

LE PRÉSIDENT :

1755 Merci beaucoup, Monsieur Asch, merci. Est-ce que vous auriez – vous avez certainement ça – un document que vous avez utilisé dans une de vos multiples présentations dans le passé et où on verrait, sur une carte, ce que visuellement vous entendez par cette trame verte?

M. PATRICK ASCH :

1760

Je pourrais vous envoyer quelques documents, oui. Entre autres, l'exemple de la trame verte du grand sud-ouest de Montréal, c'est un exemple concret que je peux vous présenter, il y a une carte bien développée. Je vous recommanderais toutefois le Plan métropolitain d'aménagement et développement du Montréal métropolitain a déjà détaillé une certaine quantité, une bonne quantité de cette vision-là de trames vertes. Mais il y a plusieurs éléments rapportés. Le concept de ceinture verte...

1765

LE PRÉSIDENT :

1770

Verte et bleue.

M. PATRICK ASCH :

1775

Ceinture verte, trame verte et bleue, il y a un document qui vient tout juste d'être déposé cette semaine ou à la fin de la semaine passée par la Fondation David Suzuki et Nature Action Québec, sur le concept de créer une ceinture verte sur le territoire de Montréal et les bénéfices économiques et sociaux qu'il peut y avoir. Ça fait qu'il y a un document complet, accessible. Je pourrais vous faire un petit rassemblement rapide et vous envoyer ça.

1780

LE PRÉSIDENT :

Ce serait vraiment gentil, ça nous permettrait de mieux saisir le concept et de voir dans quelle mesure on l'insère dans un corpus de réflexions.

1785

M. PATRICK ASCH :

Certainement. Je pourrais aussi vous remettre le mémoire qui a été déposé à l'agglomération de Montréal, en 2009, qui présente le concept de trame verte et, entre autres, on parlait du terrain Middlebrook aussi à ce moment-là, mais le concept de trame verte est très

1790 fortement élaboré à l'intérieur et je pourrais vous apporter aussi la vision d'une page à laquelle
plusieurs, plusieurs douzaines – enfin, il y a environ au-delà d'une centaine de mémoires qui ont
été déposés au PMAD, qui appuyaient une forme de ceinture/trame verte. Et c'est beaucoup
inspiré de cette vision-là qui a été l'outil central pour beaucoup, beaucoup d'organismes et
beaucoup d'intervenants et de résidents l'an passé.

1795

LE PRÉSIDENT :

1800 Ce serait vraiment apprécié qu'on puisse bien saisir où est-ce qu'on pourrait situer cette
notion-là qui regroupe à la fois les notions de verdissement, politique de l'arbre, politique de
développement durable et en y intégrant l'agriculture urbaine, qu'on essaie de voir quels sont les
liens et comment est-ce qu'on peut emballer ça dans un tout, là, qui est cohérent sur cette
politique.

1805

M. PATRICK ASCH :

Certainement.

LE PRÉSIDENT :

1810

Ça m'apparaît intéressant.

M. PATRICK ASCH :

Certainement. Je peux l'envoyer directement au lien, au monsieur...

1815

LE PRÉSIDENT :

Via monsieur Vézina.

1820 **M. PATRICK ASCH :**

Monsieur Vézina, oui, d'accord.

1825 **LE PRÉSIDENT :**

Oui, s'il vous plaît. Merci. Vous aviez des questions, Monsieur, Madame? Excusez-moi.

Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire :

1830 Non. Ça va, c'était très clair.

M. HABIB EL-HAGE, commissaire :

Non, ça va.

1835

LE PRÉSIDENT :

Ça va? Merci encore.

1840 **Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire :**

Merci.

1845 **M. PATRICK ASCH :**

Merci pour votre temps.

LE PRÉSIDENT :

1850 Je vous en prie. Alors, Alexandre Beaudoin et Lena Guezenec. Alors, on parle d'abeilles, là, maintenant, après avoir parlé des poules.

M. ALEXANDRE BEAUDOIN :

1855 Bien, on est là un peu pour démystifier, en fait, tout ce qui se trouve autour des abeilles, ça fait qu'on va en discuter un peu. On n'a pas de présentation en tant que telle, mais on a... bien, vous avez reçu notre mémoire déjà?

LE PRÉSIDENT :

1860

Oui. Oui.

M. ALEXANDRE BEAUDOIN :

1865 On pensait plutôt en faire un petit survol avec vous, puis ensuite, bien, justement, j'imagine que vous avez des questions par rapport aux abeilles, parce que les gens en ont tout le temps.

LE PRÉSIDENT :

1870

Oui.

M. ALEXANDRE BEAUDOIN :

1875 D'abord, bonjour! On est Miel Montréal, en fait. On est récemment... c'est récemment uni. En fait, c'est plusieurs initiatives qu'il y avait eu l'année passée, à l'été 2011, à Montréal, une espèce d'intérêt commun qui est arrivé en même temps, puis c'est vraiment un hasard, qu'est-ce

1880 qui est arrivé, puis tout le monde s'est mis à partir des projets à gauche, à droit en apiculture. Des gens, des apiculteurs de région nous ont vu faire, puis ils ont dit : « Woh, les urbains! Il faut faire attention pour ne pas faire n'importe quoi en apiculture, parce que ça peut être des nics à maladie, il faut savoir s'y prendre comme il faut. »

1885 On a eu la chance d'avoir une super formation et de commencer du bon pied. Mais on a réalisé assez rapidement qu'il y a plusieurs autres personnes qui ont parti des projets aussi, qui ne se sont pas retrouvées dans cette formation-là et, à Montréal, il y a quelques projets. Miel Montréal, notre intérêt c'est de consolider, en fait. C'est de repérer et de trouver ces projets-là, d'offrir un cadre puis d'offrir aussi une plateforme d'échanges, de communications entre tous les acteurs qui se retrouvent parfois assez isolés en apiculture. Des projets, des fois, une fille tout seule de son côté qui a sa ruche depuis deux ans, puis là, finalement, elle apprend qu'il y a Miel Montréal, bien, des fois on a des questions et nous, on a la chance d'être supportés par des apiculteurs en région. Ça fait qu'on crée aussi ce pont-là en même temps.

1890 Alors, notre objet, en tout cas, comme on le définissait c'était de développer et offrir des services d'ordre éducatif, de gestion et de communication en lien avec la présence de l'abeille en ville, en vue de promouvoir la qualité de vie des citoyens et citoyennes et d'accroître leur sentiment d'appartenance à leur milieu de vie.

1900 Avec tout ça, Miel Montréal s'est dotée d'un petit logo et on encourage, en fait, les gens à se joindre à Miel Montréal, puis il pourrait mettre, en fait, ce petit logo-là sur les pots de miel qu'ils produiraient, et ce serait Miel Montréal, vraiment une espèce de sentiment d'appartenance du miel qui provient localement – vraiment, ça ne peut pas être plus local que ça, en fait, comme production – et, bien, on croit qu'il y aurait vraiment un intérêt, en fait, de la part des Montréalais d'acheter des produits aussi locaux que ça. Et les avantages qui sont liés à la production en ville, justement, c'est le fait qu'on a une diversité florale supérieure et condensée, on n'a pas ou peu de monocultures, là, sinon il y a la réglementation contre les pesticides, c'est plus strict, et aussi, 1905 on a une température légèrement supérieure, ce qui permet de commencer les saisons plus tôt et les finir plus tard aussi.

1910 Donc, on a des bonnes productions à Montréal, on a un cadre assez intéressant au
niveau des pesticides puis des fleurs qui sont d'une très grande diversité. Avec Miel Montréal,
d'ailleurs, l'année passée on a commencé à tracer le pollen qui se trouve dans le miel, selon les
divers projets. Le but de ça, c'était de trouver une espèce de signature du miel de Montréal puis
de dire : voici, quand c'est un miel de Montréal, c'est comme ça que ça sort chimiquement. On
n'a pas réussi à le trouver parce que notre constat, pour l'instant, c'est qu'on déplace un projet de
1915 1,5 km, on a un miel totalement différent, alors que les abeilles peuvent parcourir de 3 à 5 km
pour butiner, c'est vraiment la beauté de Montréal, finalement, c'est que notre signature, c'est un
gros barbeau. Ça fait que dans le fond, c'est positif quand même.

1920 Les autres objectifs qu'on poursuit, c'est justement, bien, consolider les initiatives;
favoriser et promouvoir le développement de projets en apiculture urbaine; sensibiliser aux
problématiques environnementales; et valoriser une identité montréalaise, comme je l'ai dit juste
avant.

1925 Bon. Vous le savez, l'abeille est importante pour la pollinisation, c'est aussi un emblème
au niveau de la biodiversité. C'est d'ailleurs ce qui nous a pas mal tous attirés vers l'apiculture à
l'origine, c'était l'idée de faire notre part au niveau de l'environnement, au niveau de la
biodiversité, en amenant un vecteur vraiment important, un emblème, et de s'en occuper, de se
rapprocher puis de comprendre un peu mieux c'est quoi la vie de l'abeille, c'est quoi ses
difficultés. Et on pense pour l'instant, ce n'est pas quantifié, qu'on apporte quand même un
1930 certain impact positif à la ville en ayant des ruches à des endroits à Montréal. Idéalement, il
faudrait justement savoir comment se positionner et, éventuellement, trouver les limites aussi à
ne jamais dépasser.

1935 La crainte que les gens ont, et on la comprend, c'est qu'on ne veut pas avoir trop de
ruches dans certains quartiers, ce qui pourrait créer des comportements agressifs des abeilles
ou encore, on ne sait pas encore, des essaimages. En tout cas, pour l'instant, il n'y a pas de
documentation là-dessus qu'on peut trouver, ça fait que nous, ce qu'on fait, c'est comme on a
montré dans l'annexe A, on commence à faire une carte, on présente les projets, on monte un
rayon d'action pour les abeilles et on essaie de voir c'est quoi la densité limite, selon les

1940 arrondissements. Pour l'instant, c'est embryonnaire, mais c'est notre volonté de continuer à mapper, dans le fond, tous les projets.

Mme LENA GUEZENNEC :

1945 On est tout de même loin de la saturation des abeilles présentement à Montréal et en voyant l'état aussi de l'agriculture urbaine, on peut voir l'importance d'y associer des projets apicoles aussi pour tout ce qui est pollinisation, justement.

M. ALEXANDRE BEAUDOIN :

1950 Alors, bien, justement, on a la chance d'avoir des apiculteurs de région qui travaillent là-dedans depuis toute leur vie, en fait, qui voient Miel Montréal d'un bon œil, qui veulent nous aider à ne pas faire de gaffe, justement. Alors, ils travaillent sur une génétique, ce qui se fait, une génétique qui serait propre à Montréal, en fait. Ce serait des abeilles qui pourraient être, qui auraient une faible propension à l'essaimage et auraient une douceur. C'est des abeilles qui sont très peu portées à piquer, dans le fond. C'est que oui, elles vont piquer à un moment donné si on s'attaque vraiment aux abeilles, là, mais il faut en parler tantôt, justement, comportement abeilles et guêpes, il faut faire la distinction, mais privilégier la douceur chez les abeilles. Des abeilles qui sont faiblement butineuses et qui ont un caractère hygiénique plus fort.

1960 Faiblement butineuses, c'est sûr que ça produit moins de miel au bout du compte, mais ça réduit le contact hommes et abeilles et c'est aussi la raison pourquoi pour l'instant les projets sont sur les toits, c'est parce qu'on veut limiter le contact entre l'homme et les abeilles, pour qu'il n'y ait pas de problématique majeure.

1965 Les abeilles une fois qu'elles ont butiné, elles vont habituellement regagner leur hauteur avant de retourner à leur ruche, c'est pour ça qu'on se trouve en hauteur nous-mêmes.

1970 On n'a pas parlé, dans notre mémoire, des réglementations qui sont effectives ici à Montréal, dans le fond. Pour l'instant, ce qu'il y a, c'est qu'on doit être à 15 mètres d'un espace

public ou, si on est au sol, il faut qu'on mette une clôture de 8 pieds alentour du terrain. Pour l'instant, nos projets répondent à ça.

1975 Il y a plusieurs projets en ce moment à Montréal, des projets qui font partie de Miel Montréal, d'autres qu'on est en partenariat, qu'on discute avec eux autres, qui nous regardent de loin, ils essaient de voir un peu si c'est intéressant pour eux autres de s'intégrer à Miel Montréal. Et notre premier gros projet officiel de Miel Montréal, c'est le Palais des Congrès, un projet qu'on gère en ce moment avec leur toit vert de l'année passée. Là, en ce moment, on s'occupe de trois ruches là-bas, en plus des universités qui étaient le point de départ à tout le monde, là, puis Bain
1980 Mathieu.

Bon, je n'énumérerai pas tous les projets, on les a dans le mémoire. On travaille aussi également avec les écoquartiers afin de faire la promotion des fleurs mellifères pour que quand arrive le temps – début mai, je crois – de distribuer des fleurs aux résidents, que le choix des
1985 fleurs se fasse en fonction des fleurs qui ont un haut potentiel mellifère pour supporter des pollinisateurs, en fait. Et cette réflexion-là, évidemment, plaît aussi aux écoquartiers, c'est juste que cette année on s'est pris trop tard, soit en décembre, mais là, on est prêt pour 2013. Mais on apprend aussi en même temps.

1990 Les opinions en fait du projet, c'est que la Ville devrait vraiment offrir un meilleur support, reconnaître davantage les groupes communautaires qui se lancent dans ces projets-là. Ils devraient aussi, la Ville, si elle est en mesure de le faire, établir des projets sur certaines de ses institutions. Ce serait vraiment des projets sur lesquels nous-mêmes on pourrait se référer, qu'on pourrait même encadrer, ça nous ferait plaisir. Et on pourrait collaborer, bien la Ville pourrait
1995 aussi collaborer avec des réseaux de jardins communautaires qui existent déjà et les écoquartiers.

Ça fait qu'évidemment, tout ça, si c'était possible, on aimerait bien qu'il existe un cadre qui inclurait une aide financière parce que pour l'instant, Miel Montréal, c'est la bonne volonté de
2000 bien des gens, c'est beaucoup de temps en dehors de notre travail, en dehors de nos études, ça

fait que c'est sûr que si on était capable de salarier quelqu'un, de mettre quelqu'un de manière plus assidue là-dessus, ça ajouterait à la viabilité puis à la pérennité du projet.

Mme LENA GUEZENEC :

2005

Miel Montréal a aussi comme vision de comme centraliser un peu les méthodes apicoles qui se font à Montréal pour harmoniser, en fait, ce qui se fait et avoir un meilleur contrôle de ce qui se fait. Comme disait lundi Tim du Santropole Roulant, des fois, la réglementation, l'absence de réglementation est intéressante, mais d'autres fois, elle est préjudiciable aussi. Et dans le cadre de l'apiculture, bien, avoir, même succinct, mais un certain cadre en quelque part qui comme... c'est ça. Avoir des abeilles, c'est comme devenir, du jour au lendemain, agriculteur en quelque part, c'est des milliers d'abeilles qu'il y a dans cette petite boîte-là. C'est, on ne part en vacances deux semaines sans y réfléchir, en fait.

2010

2015

Et je pense que c'est aussi de sensibiliser les gens, oui, c'est le fun, les abeilles, c'est la grande mode, mais il y a tout un impact derrière ça. Et à travers l'idée de l'abeille, c'est aussi les pollinisateurs indigènes qui existent aussi, qui sont aussi présents, et on utilise l'abeille pour rappeler, mais c'est pas simplement l'abeille qu'il y a derrière ça. L'abeille, on en parle beaucoup parce que c'est un vecteur monétaire aussi, davantage aux États-Unis où ça a fait un gros scoop, mais il y a d'autres pollinisateurs aussi qui sont aussi importants à défendre et on passe par l'abeille, mais je pense qu'il ne faut pas omettre quand même ces autres insectes qui sont tout aussi importants, et encore plus importants avec l'essor, justement, de l'agriculture urbaine, en fait, qu'on voit il y a l'engouement, mais il faut aussi, pour avoir des courgettes ou des tomates dans son jardin, bien, on ne va pas y aller au pinceau parce qu'on va y passer du temps, alors.

2020

2025

M. ALEXANDRE BEAUDOIN :

D'ailleurs, je ne sais pas si vous avez eu la chance d'observer le petit lien Internet qu'on avait mis dans le mémoire, justement, c'est un vidéo où est-ce qu'en Chine, ils ont utilisé tellement de pesticides, d'insecticides dans certaines zones, qu'ils n'ont plus du tout de pollinisateurs, plus du tout d'abeilles, ils doivent faire le travail à la main. C'est un travail de

2030

moine, là, c'est incroyable, là. C'est évalué à 90 GM, si ça se passait aux États-Unis une situation comme celle-là, pour donner une idée un peu du service gratuit qu'elles nous rendent.

2035 Pour revenir justement, pour éviter que les projets partent dans toutes les directions, Miel Montréal, on arrive vraiment à point, parce que l'engouement naît à Montréal, on est chanceux, on est un peu sur le tard par rapport à d'autres grandes villes. Un bon exemple, c'est New York. On pourrait dire rapidement, où est-ce que ça l'a été réglementé un peu sur mesure, selon les différents arrondissements. Les gens partaient des projets des fois un peu de manière autonome
2040 chez eux, en s'improvisant apiculteurs, c'est devenu des pouponnières à maladie. Des essaimages, après essaimage, après essaimage, les ruches allaient s'accrocher dans les arbres un peu n'importe où, il y a eu des densités incroyables. Ça n'a pas été pris en main, ça n'a pas été encadré assez rapidement. On ne voudrait vraiment pas que cette situation-là arrive, parce que ce qui se passe, c'est qu'il y a des arrondissements new-yorkais qui ne s'étaient pas encore
2045 positionnés par rapport à l'apiculture, qui maintenant refusent tout projet, évidemment, parce que ça a été géré un peu tout croche dès l'origine.

Ça fait que là, ça fait à peu près... c'est notre deuxième été, il y a des projets depuis trois ans, vraiment, à Montréal, c'est le début, ça fait qu'on considère que s'il y a quelque chose à
2050 faire, ce serait relativement tôt, en fait, parce que tout se place en ce moment.

Bon, évidemment, nous, on accompagne ça d'ateliers éducatifs, toujours, et on n'a pas le choix. Même si on ne voulait pas en faire, on en ferait quand même parce que les gens nous posent constamment des questions, les gens veulent savoir, les gens ont très peur de l'abeille.
2055 On s'est fait inculquer ça par peut-être *L'Été de mes onze ans* où est-ce que le petit gars, il meurt à la fin à cause des abeilles ou des choses comme celles-là, mais on a des images comme quoi l'abeille est méchante alors que ce n'est pas du tout le cas. Nous, encore là, aujourd'hui, j'étais dans mes ruches, sans gants, à travailler, avec aucune pique encore une fois. Quand on sait les manipuler et réagir, il ne se passe pas rien de dramatique.

2060 Donc, évidemment, l'éducation est importante avec ça, il faut distinguer la guêpe de l'abeille, puis ça, c'est toujours la grosse partie de notre présentation. Les gens – je suis

convaincu, même vous, des fois, on vous montrerait une photo, peut-être que vous hésiteriez avant de choisir laquelle qui est laquelle. Ils ont des comportements différents. La guêpe peut
2065 piquer à plusieurs reprises, c'est très douloureux une piqure de guêpe. L'abeille c'est douloureux aussi, mais un peu moins, et va piquer une fois et va mourir par la suite. Piquer, c'est vraiment le dernier recours pour l'abeille, ce n'est pas sa solution première. Ça fait qu'il faut vraiment comprendre ce petit détail-là, mais très important.

2070 Le manque de moyens d'échange, j'en ai discuté.

Les sites. Pour l'instant, c'est plus ou moins évident de démarrer des projets, du fait que c'est tout le temps la première fois qu'un organisme, qu'une institution s'en va dans cette direction-là. Alors, ils veulent peut-être nous laisser un toit, mais il faut être sûr que personne n'y
2075 a accès puis, finalement, pour nous, c'est vraiment très compliqué. J'ai la chance, moi, à l'Université de Montréal, d'avoir un toit qui est accessible à partir du sol, puisqu'on est sur la montagne. De l'autre côté, ça a deux étages de haut, ça fait qu'il y a peu de contact avec les gens, mais moi, j'ai un accès facile, ce qui me permet de faire beaucoup d'activités d'éducation sur ce toit-là.

2080 Et, finalement, bien, une mise en marché des produits locaux, ce serait vraiment... c'est quelque chose qui manque en ce moment et on aimerait vraiment avoir cette plateforme-là parce que le miel, on peut en produire beaucoup si c'est bien géré à Montréal.

2085 **Mme LENA GUEZENEC :**

Puis l'idée, justement, du logo viendrait comme apposer, on aimerait comme développer une charte de quoi c'est quoi, entre guillemets, des mesures... dans le sens aussi de mesures écologiques apicoles et d'avoir ce logo-là, ce serait comme de répondre à certains critères, en
2090 fait, et ce serait aussi un gage de qualité pour les citoyens qui voudraient comme se procurer du miel montréalais, mais sans savoir se repérer, bien, ça, ce serait comme un gage de qualité avec ce logo-là apposé, qui répondrait comme à une charte qu'on essaie de définir tranquillement, en fait, en essayant de faire un mixage de ce qui se fait au niveau apiculture écologique et

2095 biologique en milieu rural, en fait, mais adapté au milieu urbain, en fait. Et dans ce sens-là, ça peut être aussi intéressant d'avoir un soutien de la Ville pour, bien, guider dans quelle direction aller, en fait.

M. ALEXANDRE BEAUDOIN :

2100 On avait commencé rapidement à parler – ah, il y avait New York qui avait été un peu mal géré et tout, mais il y a des beaux projets qui se font aussi ailleurs, qu'on n'a pas mis dans le mémoire. Personnellement, dernièrement, je suis allé à Cuba pour un congrès en agriculture urbaine et c'est logique là-bas, l'apiculture fait partie des projets d'agriculture. Chaque producteur a sa petite ruche puis ils savent comment s'en occuper. C'est une logique qu'on n'est pas
2105 vraiment habitué ici, à laquelle on n'est pas vraiment habitué. Ce serait le fun, dans le fond, notre point, c'est aussi ça aujourd'hui, c'est de développer cette logique-là d'intégrer l'apiculture au projet d'agriculture qu'on soutient, évidemment.

2110 Lena de son côté, elle a visité des projets qu'ils ont en France aussi. Veux-tu en parler un peu?

Mme LENA GUEZENEC :

2115 Oui. À Paris où, justement, l'apiculture est beaucoup plus développée, il y a même des écoles d'apiculture à même les parcs, en fait, il y a des projets de ruches dans les jardins communautaires. La logique, en fait, est déjà créée, mais comme on le disait précédemment, la logique, elle vient vraiment de la sensibilisation de faire un raccord entre ces insectes-là et la production maraîchère, en fait.

2120 **M. ALEXANDRE BEAUDOIN :**

Puis, finalement, bien, il y a Toronto. Bien, il y a Vancouver aussi qui a des projets, mais on l'a un peu moins documenté, là, où est-ce qu'il y a une organisation, mais à Toronto – on l'a mis en annexe C, dans le fond, ça fait qu'on ne fera pas le tour maintenant, là, mais il y a une

2125 belle coopérative mise en place là-bas. C'est d'ailleurs de là que nous est venue l'idée, quand on a eu la présentation de John Coffman l'année passée, on trouvait ça très bien, en fait, comme idée, puis eux, c'est d'orchestrer le tout. Quand il y a des essaimages, une ruche qui est partie, qui est allée s'installer à une corniche de maison ou quoi, c'est eux qu'on appelle, c'est eux les intervenants, ils arrivent, ils récupèrent la ruche, bien, ils la gardent. Ils la gardent pour eux
2130 autres, puis ils en font leur ruche par la suite.

Ça veut dire qu'il y a peut-être des projets qui ont été mal gérés ailleurs et tout, mais eux, dans le fond, ils chapeautent tout ça. Ça fait que c'est un exemple de qu'est-ce qui peut se faire aussi, et on détaille d'autres exemples aussi dans l'annexe. Ça a dit que pour terminer, dans le
2135 fond, on peut juste finir sur nos suggestions :

Création d'un rucher communautaire soutenu par la Ville de Montréal à même son programme de jardins communautaires et gérer par des groupes de citoyens ou des associations moyennant un financement;

2140 L'intégration de plantes mellifères dans la distribution de plantes au printemps par les écoquartiers;

Développement d'un fonds pour soutenir l'apiculture urbaine;

2145 La collaboration entre la Ville et le milieu associatif pour développer un cahier de charge – dont on vous a parlé tantôt – en vue d'assurer une pratique apicole écologique et respectueuse de l'abeille;

2150 Intégrer l'apiculture urbaine dans un programme plus large visant à valoriser la nature en ville et faisant la promotion d'un milieu qui allie les besoins humains aux besoins de l'écosystème urbain. D'ailleurs on en a peu parlé en ce moment, mais évidemment, nos projets sont bénéfiques pour tous les écosystèmes aussi en même temps, même si on parle de l'agriculture puis on augmente les rendements, ça l'a aussi un impact très positif au niveau de tous les

2155 écosystèmes qui se trouvent en milieux naturels ou entropiques en ville. Il y a cet impact là aussi à ne pas négliger.

Un engagement de la part de la Ville de Montréal à se joindre au mouvement mondial urbain de protection des abeilles;

2160

Offrir un espace commun pour se procurer du matériel apicole ou encore procéder à l'extraction du miel. Il faut faire une note là-dessus, justement, ce n'est pas évident pour les producteurs d'avoir une chambre de déshumidification. Les apiculteurs en région sont capables d'avoir un de leurs bâtiments qui sert à ça. Ils ont des gros volumes. Nous, ici, à Montréal, c'est des petits volumes, chaque projet est relativement petit. Pour ces personnes-là d'avoir l'extracteur, la chambre de déshumidification, de se trouver du matériel à la dernière minute, ce n'est pas évident. Donc, un centre qui pourrait, une coopérative ou quoi que ce soit qui serait en mesure de soutenir, au niveau du matériel, pour des projets comme celui-là, rapidement, plutôt que constamment se retrouver à faire une heure et demie de route pour aller chercher du matériel en région.

2165

2170

Et, finalement, reconnaître un organe central, viable et pérenne responsable de l'encadrement des projets apicoles, tout en offrant un lieu d'échange aux apiculteurs urbains. Notre dernière recommandation.

2175

LE PRÉSIDENT :

Merci. Questions?

2180

M. HABIB EL-HAGE, commissaire :

Non, ça va.

Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire :

2185

Moi, je me posais plutôt une question. Vous nous dites que pour l'instant, les projets sont quand même relativement petits, donc on n'est pas encore à parler de commercialisation du miel de Montréal ou est-ce que les volumes le justifieraient déjà?

2190

Mme LENA GUEZENNEC :

Bien, on pourrait déjà penser à ça, en fait. Parce que tout dépendamment de combien on dit, un volume, qu'est-ce qui est volume de production ou pas, en fait. Parce que sur une ruche, ça peut... on va dire 100 livres de miel qu'on peut avoir par année, en sachant que les projets – là, on peut compter au moins une vingtaine de ruches en tout, bien on peut déjà parler d'un volume assez conséquent, en fait.

2195

Et on ne peut pas penser production avant même d'avoir aussi un lieu avec toutes les normes et tout le reste. On ne peut pas se lancer, dire : bon, bien demain, je pars une grosse production, on prend vingt ruches, on verra à la fin de la saison comment ça va se passer, l'extraction. Je pense que c'est quelque chose à prévoir à l'avance, l'extraction, et notamment au niveau des normes du MAPAQ, au niveau d'un local qui serait comme...

2200

M. ALEXANDRE BEAUDOIN :

2205

Selon les normes sanitaires, en fait, là.

Mme LENA GUEZENNEC :

2210

C'est ça, pour faire la production.

Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire :

2215 O.K., ça allait être ma prochaine question. Les règlements qui encadrent la commercialisation, c'est des règlements du MAPAQ?

Mme LENA GUEZENNEC :

2220 Oui, oui.

M. ALEXANDRE BEAUDOIN :

2225 Dans le fond, on a calculé rapidement, là, mais pour qu'on soit considérés comme des producteurs, là, à peine 15 ruches sur un toit, on serait des producteurs, des apiculteurs reconnus par le MAPAQ, parce qu'eux, c'est par rapport aux revenus que c'est évalué. Puis le Miel Montréal, pour l'instant, je sais qu'on le vend un peu cher, là, mais c'est des gens qui nous supportent, en fait, qui viennent... c'est plus des dons, qu'on pourrait dire, là, mais on serait capable d'aller chercher un revenu relativement élevé avec peu de ruches. Quinze ruches sur un toit, ce serait suffisant. Il y a aucun projet en ce moment qui a 15 ruches.

2230

Mme LENA GUEZENNEC :

2235 Puis on peut voir à Québec, il y a quand même un projet apicole qui a vraiment pris de l'ampleur et leur miel est en vente à Montréal. Et je pense qu'ils ont entre 15 et 20 ruches, gros maximum, là. Donc, on peut déjà voir qu'avec si peu de ruches, on peut très vite faire un volume aussi, vu la quantité de fleurs qu'il y a aussi dans...

LE PRÉSIDENT :

2240 Il y avait une question sur la – on a eu un mémoire qui nous a été présenté par l'UPA hier et qui a insisté assez lourdement sur la compétence technique de manière à pouvoir identifier les maladies, avoir accès donc à des spécialistes pour... actuellement, vous dites que vous avez un

2245 appui d'apiculteurs professionnels qui vous aident, mais à terme, quel serait le mécanisme qui permettrait d'encadrer les futurs apiculteurs, de façon à ce qu'on puisse avoir de l'apiculture urbaine qui soit dans les normes avec l'expertise requise? C'était le point de l'UPA, c'était la crainte que tout d'un coup, ça dégénère, qu'il y ait des maladies, des épidémies, et cetera. Comment on fait?

2250 **M. ALEXANDRE BEAUDOIN :**

Donc, c'est quoi notre suggestion comme cadre, dans le fond, pour prévenir ces problèmes-là, justement? Avec un numéro urgence, par exemple, qui serait une personne, un service-conseil. Il faut dire qu'en ce moment, en enregistrant nos ruches au MAPAQ, on a accès au service-conseil aussi.

2255

LE PRÉSIDENT :

Ah, O.K.

2260

M. ALEXANDRE BEAUDOIN :

2265 Seulement, on n'appellera pas un spécialiste, un agronome qui est habitué de se déplacer pour 300 ruches, alors que nous, on en a deux puis c'est à Montréal, puis habituellement, il habite loin d'ici. Ça fait que c'est ça qu'on s'est fait dire, en fait, par monsieur Tremblay cet hiver qui travaille au MAPAQ, mais on a un apport de la part de gens du MAPAQ aussi, le spécialiste sur les problèmes et les maladies au niveau de l'apiculture.

2270 Ça fait que dans le fond, de ce côté-là, on sait que l'appui existe. Comment ça devrait fonctionner c'est que, que ce soit Miel Montréal ou autre chose – évidemment, nous, on prêche pour notre paroisse –, mais si c'est un autre organisme qui existe, ce serait un numéro de référence qui serait soit la personne, le conseiller ou soit un lien direct avec le conseiller, pour centraliser en fait cette information-là.

LE PRÉSIDENT :

2275

D'accord.

M. ALEXANDRE BEAUDOIN :

2280

Il y a des mesures proposées par le MAPAQ, puis on ne veut pas passer à côté non plus. Le suivi du varroa, par exemple, qui est un acarien qui est constamment en train de s'attaquer aux ruches ou d'autres maladies qui peuvent arriver.

2285

On a tous eu une bonne ou même plus qu'une formation. On se garde informés pour le moment, mais c'est sûr que, comme on dit, on le fait sur notre temps extérieur, ça fait que si on pouvait avoir une personne, un cadre ou même plus qui est là, bien, ce serait une personne évidemment très bien formée.

Mme LENA GUEZENNEC :

2290

Cette année aussi, on a expérimenté avec Miel Montréal et en partenariat avec les universités, une formation d'apiculture adaptée à l'agriculture urbaine.

LE PRÉSIDENT :

2295

D'accord.

Mme LENA GUEZENNEC :

2300

Après, il y a aussi un élément – on ne peut pas empêcher personne d'adopter un chien, bien, on ne peut pas empêcher personne d'adopter une ruche. Et on peut se porter responsables de certaines choses, mais on a quand même notre limite de responsabilité aussi, et je pense qu'après, c'est à chacun d'être assez responsable aussi, en fait, pour se rendre compte des risques et des dangers. Mais c'est sûr qu'une fois qu'on va réussir à consolider un organe fort sur

2305 l'apiculture urbaine, ça fait aussi... c'est un point de référence, en fait. Quand on veut se lancer, bien, on sait qu'il y a cette référence-là où on peut aller s'alimenter de ressources, de soutien et on est aussi en lien – on essaie aussi de faire le lien entre, justement, les apiculteurs ruraux et l'apiculture urbaine, pour travailler en cohésion avec les deux.

2310 **M. ALEXANDRE BEAUDOIN :**

Bien, à titre d'exemple, là, rapidement, le formateur de cet hiver, une formation sur six semaines, a présentement une ruche sur le toit de l'Université de Montréal avec nous. Il a ses 30 ruches qu'il a chez lui, et il en a une là et, dans le fond, il compare en fait l'évolution, la population, les maladies puis il essaie de justement... c'est sûr que là, pour l'instant, les moyens sont petits, ce n'est pas un échantillon représentatif au niveau scientifique, mais on essaie quand même de se doter d'un peu d'information pour commencer, pour donner des pistes.

2320 **M. HABIB EL-HAGE, commissaire :**

Que conseillerez-vous à une famille qui veut partir une ruche pour ses besoins à elle? Donc, c'est vraiment pour...

2325 **M. ALEXANDRE BEAUDOIN :**

Le point de départ?

2330 **M. HABIB EL-HAGE, commissaire :**

Oui.

2335 **M. ALEXANDRE BEAUDOIN :**

Bien, ce serait de consulter son maire d'arrondissement pour voir à quel point le maire est enclin à participer à des projets comme ceux-là. C'est sûr qu'il faut travailler de pair avec ce

2340 qui est en place, les services en place. Par la suite, si le maire d'arrondissement est d'accord avec les projets, c'est de s'informer avec le voisinage immédiat pour voir comment les gens réagissent alentour. Et, évidemment, si eux suivent une formation, ça ne serait pas une mauvaise idée d'encourager le voisinage à suivre un genre de formation rapide. Peut-être pas la même, mais une formation d'une heure où est-ce qu'ils verraient rapidement, au moins la distinction abeille-guêpe, par exemple.

M. HABIB EL-HAGE, commissaire :

2345 Oui, c'est ça.

M. ALEXANDRE BEAUDOIN :

2350 Et qui serait vite intégré dans le projet. C'est sûr que si le projet prenait une ampleur incroyable, c'est intégré dans les écoles primaires ou des choses comme celles-là, ce serait beaucoup plus facile après ça de convaincre les gens. Mais la première étape, c'est de travailler, je pense, avec leur responsable.

Mme LENA GUEZENNEC :

2355 Puis je pense que la volonté de Miel Montréal, aussi, ce n'est pas de favoriser des petits projets personnels familiaux, mais c'est davantage d'encourager, bien, des projets dans des écoles, des projets dans des jardins communautaires, des choses qui servent à plus qu'un foyer, en fait. Et parce qu'une ruche, ça peut produire du miel pour plus qu'un foyer dans une année et
2360 c'est ça, l'intérêt. C'est aussi de créer un réseau social, en fait, qui irait autour de ça.

LE PRÉSIDENT :

2365 Merci beaucoup.

M. ALEXANDRE BEAUDOIN :

Bien, merci à vous.

2370 **LE PRÉSIDENT :**

Alors, je présume que c'est madame Laurence Fauteux?

Mme LAURENCE FAUTEUX :

2375

Oui, c'est moi. Donc, moi, j'avais une courte présentation. Donc c'est moi, mon nom c'est Laurence Fauteux et je travaille pour le projet *Vert ta Ville* qui se fait à la serre de Concordia qui est située au centre-ville de Montréal, donc au pavillon Hall de l'Université Concordia, au métro Guy-Concordia. Et cette année, on a un partenaire aussi, qui est un organisme communautaire qui participe au projet depuis ses débuts, donc il y a trois ans, puis cette année, il s'est beaucoup plus impliqué dans l'organisation du projet. Donc, cette année on est en partenariat avec l'organisme Action Communiterre, qui est situé à NDG.

2380

Donc dans mon mémoire, j'ai fait une petite fiche signalétique du projet, donc avec les objectifs, le mandat et quelques faits qui puissent, en fait, mettre de l'avant les retombées positives liées au projet. Donc, ça reprend ça ici un peu, là.

2385

La mission de *Vert ta Ville*, c'est vraiment de développer l'agriculture urbaine et écologique à Montréal, de soutenir le développement de ce genre de projets. Donc, les objectifs : soutenir le développement d'initiatives d'agriculture urbaine à Montréal, en aidant, principalement en donnant, en fournissant des plants potagers à des organismes communautaires, à des projets citoyens ou des projets collectifs qui font du jardinage collectif, la plupart du temps. Donc, on leur fournit les plants. Ça, c'est un de nos plus grands objectifs.

2390

Il y avait aussi la sensibilisation et l'éducation du public. Donc, que ce soit des citoyens ou que ce soit des étudiants universitaires ou des étudiants d'autres écoles, soit à Concordia,

2395

2400 mais aussi d'autres universités, donc c'était notre deuxième objectif. Et, finalement, de favoriser la création d'un réseau d'initiatives en agriculture urbaine, c'est-à-dire que vu qu'on fournit plusieurs projets en plants potagers, le but c'était aussi de mettre en contact ces projets-là, donc de créer des liens et de mettre en commun les ressources aussi pour pouvoir, bien, en fait, pour pouvoir renforcer les différents projets.

2405 Donc, le court historique. C'est ça, le projet a été mis sur pied en 2009 et la première année de production c'était en 2010 et là, maintenant, c'est la troisième année, donc on a eu une production au printemps. En 2010, il y avait six organismes partenaires et la plupart c'était des organismes communautaires, donc il y avait plusieurs projets de jardinage collectif. Il y avait la SOCENV à Côte-des-Neiges, il y avait Action Communiterre, Alternatives, Bouffe action à Rosemont, donc déjà des projets qui étaient assez dispersés dans la ville de Montréal et qui avaient, la plupart, plus de cinq jardins collectifs. Donc, il y avait déjà vingt jardins collectifs qui
2410 recevaient des plants gratuits de *Vert ta Ville*. Bien, en fait, gratuits en échange de services. Nous, on donne les plants et, en échange, les organismes communautaires donnent du temps, donnent de l'expertise pour former une équipe de bénévoles qui produisait ces semis-là.

2415 La première année aussi, on a créé tous les outils, avec les organismes, pour que le projet fonctionne, essayer d'assurer la pérennisation aussi du projet, donc penser à une structure qui pourrait « tougher la run », mettons.

2420 Ensuite, en 2011, déjà il y avait le double d'organismes et de projets partenaires, ensuite, parce que la deuxième année, il y avait beaucoup de projets citoyens ou des plus petits projets qui étaient en train de se former, qui avaient entendu parler de *Vert ta Ville*, donc déjà après un an d'activité, puis le projet dure quatre mois au total. Donc déjà, la deuxième année, il y avait le double d'organismes. On avait aussi plus d'ateliers et, en 2012, là, ce n'est pas nécessairement le double, mais il y a aussi quand même une nette augmentation. Donc maintenant, on est rendu à 18 organismes et projets partenaires, puis là-dedans, il y en a qui se sont retirés du projet, il y
2425 en a qui se sont rajoutés beaucoup, donc il y a vraiment une augmentation constante et, là, déjà pour 2013, j'ai déjà commencé à recevoir, en fait, des demandes d'organismes ou de projets que

je ne connaissais même pas, dont je ne connaissais même pas l'existence, qui ne m'ont jamais contactée avant. Donc, je crois que pour 2013, ça va être encore beaucoup plus grand que 18.

2430 Cette année aussi, il y a eu une nouvelle composante du projet, en fait, c'est que ce n'est pas juste des bénévoles – tout ce que j'explique en ce moment, c'est aussi dit dans le *Déroulement du projet*, pour vous permettre de comprendre comment ça fonctionne. Donc, là, il y a une école d'agriculture urbaine qui s'est développée à Concordia, qui ressemble un peu à ce qui s'est passé à l'UQAM. Donc, c'est pour former des stagiaires en agriculture urbaine et ces
2435 stagiaires-là ont participé au projet *Vert ta Ville*. Donc ça, ça a vraiment permis aux organismes communautaires, parce que c'était difficile de les impliquer dans le projet parce qu'ils ont un manque d'argent, ils ont un manque de personnel aussi avant la saison agricole, dans le fond. Ils ne vont pas engager une personne horticole pendant toute l'année, donc ils l'engagent au tout début des jardins, disons en mai, et là, il est déjà beaucoup trop tard pour commencer les semis.
2440 Donc, souvent ça, c'était un problème.

Donc là, les City Farm School ont permis de relâcher la pression un peu sur les organismes communautaires, tout en leur garantissant quand même l'accès à des plants de qualité et à prix très abordable, donc gratuit. Et cette année aussi, Action Communiterre qui est
2445 un de nos projets, qui a été vraiment été impliquée depuis le début qui eux, maintenant, je crois qu'ils ont vraiment besoin de ce projet-là ou, en fait, ils profitent beaucoup, beaucoup de ce projet-là et donc, ils ont investi beaucoup plus de temps et d'argent dans le projet, mais en fait, ça ne pourra pas se refaire l'année prochaine, parce qu'il y a moins de subventions que toutes les autres années, donc on va devoir penser à une autre solution. Mais cette année, Action
2450 Communiterre a pu participer.

Donc, juste pour donner quelques faits, donc depuis 2010, la première année, il y a plus de 25 000 plants qui ont été produits, environ 10 000 chaque année. Là-dedans, il y a 30 variétés de légumes, de fleurs, de plantes médicinales. Donc, des tomates, des poivrons, des fines
2455 herbes, plein de choses, des fleurs aussi, c'est ça, des plantes médicinales, de la camomille, et dans ces plantes-là, il y a 80 cultivars différents. Donc, des tomates italiennes, des tomates cerises avec plein de cultivars... des tomates italiennes San Marzano, des tomates italiennes

2460 Italian Roman Candle, donc on essaie vraiment de préserver aussi des semences du patrimoine, pour garder les semences qui viennent du Québec, qui ont un bagage génétique qui est adapté au climat d'ici, donc qui peuvent résister plus facilement aux maladies et au changement climatique, au froid. Et c'est ça.

2465 Donc, il y a plus de 15 organismes partenaires. En fait, depuis 2010, il y en a sûrement plus, parce que comme je disais, il y en a qui se sont rajoutés, il y en a qui sont partis. Il y a des stagiaires qui ont été formés, donc sur une période de deux mois, qui sont maintenant aptes à produire des semis, soit dans des serres qui pourraient être construites à Montréal ou qui pourraient essayer de... qui ont quand même les compétences de base pour penser à cet aspect-là de l'agriculture urbaine qui est souvent mis de côté.

2470 Quand on pense à l'agriculture urbaine, on pense à des jardins en pleine expansion avec des légumes partout, mais ces jardins-là, ils commencent tous avec l'achat de petits plants. En tout cas, des petits plants qu'il faut acheter ou, alors, produire soi-même et ça, cette partie-là commence, en fait, en février.

2475 Donc, c'est ça. Et au total, il y a plus de 62 jardins durant les trois années qui ont pu recevoir tous les semis et, là, je n'ai pas mis la donnée, mais dans le 62 jardins, il y a habituellement de cinq à dix personnes, donc ça fait quand même beaucoup de personnes qui ont pu s'alimenter gratuitement grâce à ces plants-là.

2480 Il y a beaucoup de citoyens aussi qui se sont engagés – là, j'ai mis une cinquantaine parce que c'est vraiment ceux qui se sont engagés de manière hebdomadaire à venir à la serre, à participer à toutes les tâches, puis au total, aussi, il y a 4 000 plantules qui ont été vendues sur trois années pour essayer de financer une partie du projet. Parce qu'évidemment, c'est difficile de trouver un support financier.

2485 Donc, j'avais mis quelques photos pour permettre la compréhension. Ça, ça se passe au tout début du mois de mars. Donc c'est ça, il y a des bénévoles qui viennent avec des organismes communautaires, on procède à l'ensemencement, donc on plante les semences

2490 dans la terre. Ensuite, il y a des bénévoles, donc vous voyez, ça peut être des gens de la communauté, comme des étudiants, qui viennent arroser les plants, vérifier pour les maladies, fertiliser, procéder à l'étiquetage des plants, il y a le repiquage des plants, donc on prend la plante, on suit la croissance de la plante, ça permet aussi d'éduquer les gens, c'est quoi l'agriculture urbaine, de quoi les plantes ont besoin.

2495 Tous les apprentissages qui se font dans la serre, ça va servir aux jardins parce que c'est un peu la même chose. Donc, ça permet de partir la saison, dans la tête des gens, avant même le début de la saison de jardinage puis après ça, quand le mois de juin arrive, les gens sont déjà partis. Donc, c'est vraiment génial.

2500 Il y aussi beaucoup de formation, donc c'est ça. Ça c'est Nel Ewane, Action Communiterre, donc un agronome professionnel qui a pu éduquer les bénévoles et nous-mêmes pour nous expliquer comment fonctionner dans une serre. Là, cette année aussi, on a pu engager les services d'une hortultrice qui vient du Jardin botanique de Montréal, donc ça nous a aussi beaucoup aidés à faire les choses de manière professionnelle.

2505 Et ça, c'est un des compartiments de la serre, donc à la fin du mois de main, c'est une véritable jungle. Et, finalement, il y a des organismes qui viennent chercher – ça, c'est un des quatre voyages de plants qui ont été nécessaires pour la construction d'un jardin. Donc, ça prend beaucoup de plants, quand même.

2510 Et les organismes apprécient vraiment le travail qui peut être fait avec les bénévoles puis, finalement, bien, ça donne ça, là : du basilic, des choux, des fines herbes, des oignons. Donc, c'est génial.

2515 Et moi, c'est ça. En fait, je venais pour faire des recommandations et j'ai essayé de synthétiser mes recommandations, là, mais ce que je remarque, en fait, après avoir démarré le projet *Vert ta Ville* – au début, c'était plus personnel parce que j'avais le goût de m'engager dans la communauté et j'avais le goût aussi de me trouver un emploi, et donc j'ai créé ce projet-là un peu juste pour voir qu'est-ce qui allait arriver, puis finalement, bien, le projet a pris vraiment

2520 beaucoup d'ampleur rapidement, ce qui était vraiment génial, mais ça me permet de tirer des conclusions, en fait, par rapport à l'agriculture urbaine à Montréal. Ça fait trois ans et je remarque que vraiment, il y a quelque chose qui est en branle.

2525 Donc, ce que je remarque c'est qu'il y a beaucoup de retombées positives associées au jardinage collectif et au jardinage et au jardinage citoyen, dans le fond. Donc, des gens qui viennent à la serre qui, normalement, pourraient être isolés socialement, qui souffrent d'insécurité financière ou alimentaire. Donc là, je les ai tous nommés là, vous allez pouvoir les lire.

2530 Ce que je remarque aussi, c'est qu'il y a de plus en plus de citoyens qui démarrent des projets. Donc, sur leur propre terrain ou qui veulent s'engager, démarrer des projets de jardinage collectif dans la communauté. On a trouvé un terrain, on veut s'installer là-bas, on a besoin de plants, donc ça, ça a beaucoup, beaucoup augmenté, et surtout ils cherchent de l'information. Comment est-ce qu'on fait pour planter ça? De quoi ont besoin les tomates? Quel genre de
2535 fertilisation je peux utiliser?

Là, je sais qu'il y a le Jardin botanique qui a un peu le rôle ou le mandat de regarder ça, là, mais je pense que c'est vraiment pas suffisant parce que, un, ils sont situés assez loin, il y a plusieurs organismes communautaires qui font déjà du jardinage collectif à Montréal parce que
2540 ça répond, ça leur permet d'accomplir leur mandat au niveau de la coopération sociale et du communautaire et de la sécurité alimentaire, donc eux ils se sont déjà formés eux-mêmes pour répondre à ces questions-là, c'est juste qu'en ce moment, je pense qu'ils sont submergés par des demandes.

2545 Comme nous, on a pu le voir à la serre, depuis trois, quatre ans, en fait, on a développé des projets. Au début, il y avait rien, là maintenant il y a beaucoup de choses et on est littéralement submergés par des courriels, des gens qui viennent pour poser des questions, pour chercher l'information.

2550 Il y a aussi de plus en plus d'organismes qui ont besoin de plants. Donc, comme je disais, moi, mon projet a commencé avec cinq organismes, et ce que j'ai remarqué c'est que la plupart des organismes qui sont restés dans le projet ont augmenté le nombre de jardins collectifs à leur actif, disons.

2555 Donc, par exemple, bien, c'est ça. Donc, au lieu d'en avoir un ou deux, maintenant ils en ont trois ou quatre. Moi, ça me fait un peu peur parce que j'ai peur pour la pérennisation financière de mon projet si j'écris une fausse ressource dans la ville, mais ce que je remarque c'est que le manque de plants abordables et de qualité c'est vraiment le frein majeur à l'agriculture urbaine, c'est-à-dire que sans plants, on ne peut pas partir de jardin. Les plants, ça
2560 coûte cher, et pour un organisme communautaire qui a peu de ressources financières de dépenser de 3 000 \$ à 4 000 \$ pour des plants en début de saison, c'est impensable.

Donc vraiment, l'accès à des plants de qualité, abordables, ou à des possibilités de produire les propres plants, ce serait essentiel pour soutenir les organismes qui ont déjà des
2565 projets et pour favoriser le développement de nouveaux projets. C'est ça.

Et les organismes qui travaillent en agriculture urbaine ont des gros problèmes d'argent, en fait, parce que ce n'est pas encore reconnu comme un domaine, je ne sais pas, ce n'est pas encore, je crois, reconnu comme un domaine vraiment important au niveau de l'amélioration des
2570 conditions de vie. Même si ça l'est, on dirait que ça tombe tout le temps dans les craques. Donc, il y a ça.

Et ils n'ont aussi pas beaucoup de sécurité au niveau de la possibilité de refaire les projets l'année suivante. Donc, quand on a un terrain, si on n'est pas sûr qu'on peut le réutiliser l'année prochaine, c'est difficile de s'impliquer et d'impliquer les citoyens dans l'entretien de ces
2575 terrains-là. Donc là, on en a beaucoup parlé. Souvent, les terrains se font... c'est des prêts qui sont faits par la Ville ou par des citoyens, mais ce serait vraiment important, comme le monsieur de Héritage Laurentien disait, d'utiliser les terrains qui appartiennent à la Ville pour garantir, en fait, que ce terrain-là va être un jardin communautaire à long terme, donc que les organismes
2580 puissent s'investir.

2585 La sécurité après année aussi, c'est ça, puis le fait que le projet... nous, on a trop de demandes en ce moment, là, on ne peut pas augmenter le nombre de semis qui est produit parce qu'il n'y a juste pas d'espace, donc en ce moment, il y a beaucoup de projets qui ne savent pas s'il vont pouvoir avoir des semis l'année prochaine, donc ils ne peuvent pas s'engager tout de suite avec les citoyens, donc je crois que... en tout cas, moi, j'ai déjà atteint le maximum de ce qu'on peut faire à la serre de Concordia, donc il serait vraiment le temps de penser à des solutions, et c'est ce que j'ai essayé de faire à la page suivante, donc c'est ça.

2590 Un projet de serre communautaire ou favoriser l'accès aux serres déjà existantes sur le territoire montréalais pour les organismes communautaires. Donc, à Concordia, c'est ça qu'ils ont fait parce qu'ils ont la chance d'avoir deux serres, dont une qui aurait pu être déconstruite, en fait. Ils ne savaient pas vraiment quoi faire avec, ils l'ont donnée à un organisme de jeunes et là, maintenant, nous, on est là. Mais ce serait bien de voir si c'est possible, dans les milieux universitaires, d'ouvrir l'accès aux serres, de faciliter ça, parce que vraiment, les universités et le milieu scolaire en général, c'est le meilleur endroit. Il y a des gens qui sont là, qui ont du temps à donner, ça favorise les apprentissages qui sont vraiment utiles et pertinents, en fait. Puis c'est ça, les étudiants ils sont là aussi dans la période où est-ce qu'il faut produire les semis, donc de vérifier à juin, début juin, il y a la présence des étudiants et qui peuvent vraiment s'impliquer de manière active, donc avec les organismes communautaires pour faire des productions de plants.

2600 Donc, j'avais marqué ça. Puis je pense aussi, ça pourrait être une serre communautaire, ça pourrait être aussi peut-être un moyen de financer un peu, de stabiliser le manque de ressources financières pour les organismes communautaires. Donc, le Jardin botanique, je sais qu'ils font une production avec leurs étudiants puis qu'après ça, ils vendent. Je n'ai pas demandé c'est quoi leurs chiffres, là, mais moi, j'ai l'impression que si on se mettait, les organismes communautaires, ensemble pour faire une production, ça pourrait être une petite source de financement qui aiderait à stabiliser les activités.

2610 Donc, vraiment, je pense que le milieu scolaire, c'est un des meilleurs endroits pour développer ce genre de projet là parce qu'il y a des étudiants, parce qu'il y a des espaces, aussi, et comme monsieur – je ne me rappelle plus de son nom – d'Héritage Laurentien disait : c'est

des terrains qui sont dispersés un peu partout dans la communauté, donc ils sont déjà inclus dans le tissu social de la communauté, mais je crois que oui, les étudiants peuvent s'en occuper pendant l'année, mais je crois que pendant l'été, si c'est des projets d'agriculture urbaine, je pense que les gens de la communauté vont faire le maintien et l'entretien des terrains scolaires. Donc, ça pourrait être une solution.

Donc, c'est ça, et favoriser aussi la mise en commun des ressources et des communications entre les différents projets. Donc, je pense que justement, c'est ça. En ce moment, il y en a plein, plein qui sortent. Dernièrement, il y avait comme deux projets de site Internet pour essayer de répertorier toutes les initiatives, puis je pense que c'est ça, tout le monde a de la misère parce qu'il y a beaucoup de gens qui veulent inclure leur propre terrain là-dedans, donc essayer de... faire une consultation publique, je pense que ça a rassemblé beaucoup de monde, mais peut-être qu'il pourrait y avoir des événements comme ça qui reviennent régulièrement pour faire en sorte que ce mouvement-là se développe avec cohésion et que tout le monde s'en aille dans la même direction.

Et en ce sens, il y a le Regroupement des jardins collectifs du Québec, duquel je fais partie, qui est un organisme, bien, en fait une association qui est difficile à gérer, dans le fond, parce que les participants, les membres ont beaucoup de jardins, donc ils sont très occupés et souvent, ils ne sont pas rémunérés pendant la période hivernale parce qu'il n'y a pas de jardin, donc, mais c'est un regroupement qui existe. Il y a déjà beaucoup d'efforts qui ont été faits par cet organisme-là pour mettre en commun ces ressources-là, essayer de faire des cartes. Donc, je pense que supporter ce regroupement-là, ça pourrait être une bonne façon de ramener les gens, rassembler les gens ensemble.

Et, finalement, bien ça c'était personnel, là, mais je trouve que le compostage des résidus ménagers, je ne vois pas pourquoi on n'est pas rendu plus loin. En tout cas. Donc ça, c'était ma petite contribution personnelle. Plus de compostage, je pense que ce serait génial.

Merci beaucoup.

LE PRÉSIDENT :

2645 Merci. Habib, question?

M. HABIB EL-HAGE, commissaire :

2650 Oui, j'ai des questions. Vous n'avez pas parlé de la grandeur de votre serre, c'est quoi la grandeur de votre serre et comment elle est financée?

Mme LAURENCE FAUTEUX :

2655 Bien, là, pour l'instant, c'est ça. En fait, le rapport que j'ai fait, parce que moi, je viens de terminer la production, là, donc jusqu'au 15 juin, j'étais 100 miles à l'heure en train de finir tous les plants, de les vendre et de les donner et de nettoyer la serre. Donc ça, c'est comme le reste de mon rapport annuel de l'année dernière. Un genre de formule abrégée.

2660 Et aussi, en fait, moi, ça fait trois ans que je suis à moitié bénévole pour ce projet-là, mais à temps plein, et je suis toute seule en fait pour le gérer, donc vous voyez, la superficie de la serre, je n'en ai aucune idée. Mais là, je suis en train de trouver des gens pour reprendre le projet parce qu'il faut bien que ça roule aussi, là.

M. HABIB EL-HAGE, commissaire :

2665 Oui.

Mme LAURENCE FAUTEUX :

2670 Donc ça, c'est le genre de... j'allais vous suggérer, en fait, que cette année, mon rapport annuel, je vais essayer de vraiment le compléter avec le plus d'informations possibles, et je pourrais vous l'envoyer aussi. Donc, soit que vous voulez peut-être le lire, si vous avez des questions, mais la superficie de la serre...

M. HABIB EL-HAGE, commissaire :

2675

À peu près. C'est grand comme la salle ici?

Mme LAURENCE FAUTEUX :

2680

Bien, je dirais comme...

M. HABIB EL-HAGE, commissaire :

2685

La moitié?

Mme LAURENCE FAUTEUX :

Bien, une fois et demie ça.

2690

M. HABIB EL-HAGE, commissaire :

Ah, O.K., plus grand.

Mme LAURENCE FAUTEUX :

2695

Mais plus mince. C'est vraiment pas une grande serre, en fait. 10 000 semis, c'est le maximum qu'on peut faire. C'est une importante production, je pense, pour une personne, mais c'est pas très grand. Je pense qu'il y a des serres qui sont beaucoup plus grandes que ça.

2700

M. HABIB EL-HAGE, commissaire :

Et c'est autofinancé ou vous avez des subventions?

Mme LAURENCE FAUTEUX :

2705

Bien, en fait, c'est ça. Donc, le loyer de la serre est gratuit et le chauffage, électricité est gratuit, parce que c'est offert par la serre de Concordia, donc par l'Université Concordia. Et le loyer est gratuit, en fait, parce que moi, j'ai approché Sustainable Concordia qui gère la serre de Concordia, je l'ai approché en leur proposant ce projet-là et ils ont dit : « Nous, on trouve ça génial, c'est un excellent moyen d'engager la communauté dans la serre de Concordia et de démarrer des projets. » Parce qu'au début, il n'y avait rien. Donc, ils nous ont dit : « Le loyer, c'est gratuit parce que vous incluez nos bénévoles. » Et, là, maintenant, on inclut aussi leurs stagiaires, dans le fond.

2710

2715

Parce que le City Farm School, ça a démarré de la serre de Concordia. Donc, par une suite d'échanges, on n'a pas de dépenses associées au loyer, on n'a pas de frais de roulement, ce qui est aussi assez exceptionnel, et le financement, bien, c'est ça. C'est des subventions au début qui venaient de Sustainable Action Fund de Sustainable Concordia a donné beaucoup d'argent, sinon des petits montants des associations de Concordia, sinon l'année dernière, il y avait l'AQPERE et... bien c'est ça. Sinon il y a beaucoup de dons, là.

2720

M. HABIB EL-HAGE, commissaire :

Oui.

2725

Mme LAURENCE FAUTEUX :

Oui. Mais je pense que ça pourrait être mieux structuré. J'y travaille.

2730

LE PRÉSIDENT :

Merci beaucoup de votre patience, d'avoir attendu jusqu'à 22 h pour terminer votre présentation.

2735 **Mme LAURENCE FAUTEUX :**

Ça me fait plaisir, là, je voulais écrire quelque chose.

2740 **LE PRÉSIDENT :**

Désolé que la foule ne soit pas là pour vous applaudir, mais on va y remédier.
(Applaudissements).

2745 **Mme LAURENCE FAUTEUX :**

Ah, il ne reste plus personne? Non, non, arrêtez, là.

LE PRÉSIDENT :

2750 Comme vous l'avez fait pour les autres.

Mme LAURENCE FAUTEUX :

Merci beaucoup.

2755

LE PRÉSIDENT :

Merci à vous.

2760 **AJOURNEMENT**

* * * * *

2765 Je soussignée, Yolande Teasdale, sténographe officielle, certifie sous mon serment
d'office que les pages qui précèdent sont et contiennent la transcription exacte et fidèle des
propos recueillis par moi, au moyen du sténomasque, le tout conformément à la loi.

ET J'AI SIGNÉ :

2770

Yolande Teasdale,
2775 Sténographe officielle